

AOÛT 2022

Revue Suisse

Le magazine des
suisse·ses de l'étranger



**Le job le plus au top de Suisse:
concierge du Jungfraujoch**

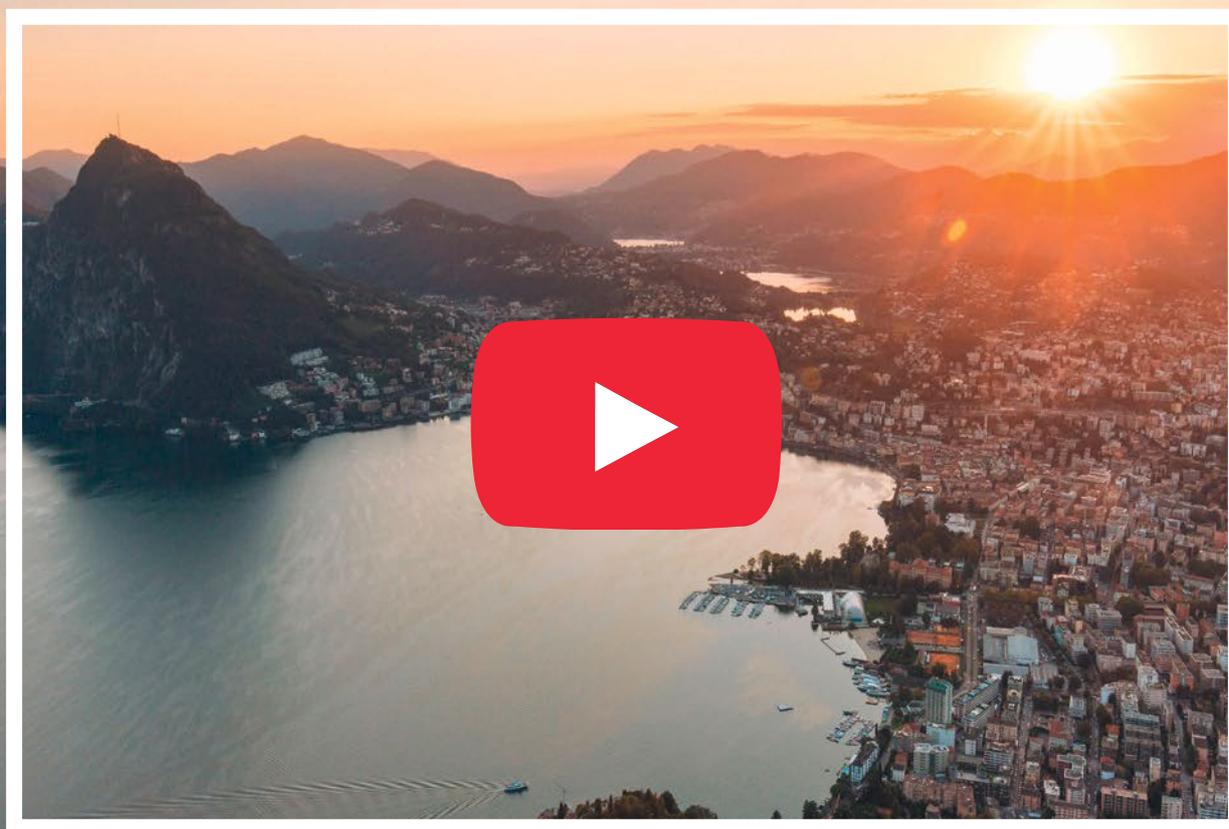
**La Suisse est un «pays de locataires»:
seule une minorité est propriétaire**

**Malgré les avalanches de neige et de boue,
le village de montagne de Guttannen tient le coup**

Suivez le Congrès des Suisses de l'étranger même depuis chez vous !

Le 98^e Congrès des Suisses de l'étranger se tiendra à Lugano du 19 au 21 août 2022. Suivez-le depuis chez vous si vous n'y participez pas personnellement !

La séance du Conseil des Suisses de l'étranger, le colloque du congrès et l'un des workshops seront retransmis en direct et en streaming. Regardez-les pendant ou après le congrès sur www.swisscommunity.org.



4 En profondeur

La Suisse est un «pays de locataires»: seule une minorité est propriétaire

10 Reportage

Daniela Bissig et Erich Furrer et leur emploi au top

13 Société

La prévoyance vieillesse suisse se trouve à un nouveau tournant

16 Politique

E-voting: tous les espoirs reposent désormais sur la Poste suisse

19 Images

Une exposition sur le grand artiste Paul Klee, conçue par des enfants

22 Nature et environnement

Un village de montagne résiste aux excès du changement climatique

25 Économie

L'alcool reste banni des étalages des magasins Migros

30 Culture

L'été dans les Alpes suisses est riche de traditions vivantes

**32 Nouvelles du Palais fédéral**

Suisse-Liechtenstein: deux voisins toujours plus proches

35 Infos de SwissCommunity

Réflexion commune sur la démocratie mise à l'épreuve

39 Débat

Les voix des lecteurs

Photo de couverture: Erich Furrer et Daniela Bissig, un couple de concierges sur le Jungfrauoch.
Photo Franziska Frutiger

Un emploi au top



L'emploi de plus haut niveau qui existe en Suisse ne se trouve ni dans une grande banque, ni dans un groupe de produits chimiques. Et sûrement pas dans la politique. L'emploi de plus haut niveau, géographiquement parlant, se trouve sur le Jungfrauoch, à 3500 mètres d'altitude. C'est là que travaillent toute l'année Daniela Bissig et Erich Furrer, concierges de la station de recherche située dans les neiges éternelles. Nous leur avons rendu une petite visite (p. 10).

Le fait que le monde du travail suisse soit dominé par deux concierges jouissant d'une vue imprenable est on ne peut plus approprié. Car le concierge est un personnage clé en Suisse. Les concierges d'école, ces incorruptibles, enrichissent déjà le quotidien des enfants. Et comme la majorité des Suisses ne sont pas propriétaires immobiliers, mais vivent en location, leur relation avec les concierges dure et marque souvent toute une vie. Le concierge, seigneur de la cage d'escalier, du règlement intérieur et de l'élimination adéquate des déchets; le concierge, gardien de la tondeuse à gazon, du parc à vélos et des ballons de foot qui atterrissent dans le jardin et qu'il s'agit de rendre aux enfants des voisins.

Ce que nous avons mentionné en passant fait de la Suisse un cas particulier en Europe: nulle part ailleurs, la part de locataires y est aussi élevée, et la part de propriétaires aussi faible. Nous nous sommes penchés sur ce phénomène et avons découvert, dans notre voyage à travers ce pays de locataires qu'est la Suisse, que l'apparence des villes, la vie quotidienne, l'environnement et la politique sont influencés par le fait que la plupart des Suisses ne possèdent pas de bien immobilier (p. 4).

Si vous trouvez que cet éditorial est critique à l'égard des concierges, permettez-moi de vous contredire et d'adresser ici une louange à la meilleure concierge qui soit. Elle s'occupe de l'immeuble à six familles dans lequel nous vivons, et ce avec brio et une patience d'ange; elle instaure facilement le dialogue entre ceux qui habitent la maison depuis toujours et les nouveaux venus, parfois bruyants, parfois allophones. À 80 ans, elle nettoie toujours la cage d'escalier et salue aimablement l'individu qui, l'instant d'après, grimpe les marches étincelantes avec des chaussures de jogging toutes crottées. Vive ma concierge! Sans elle, la vie serait moins belle dans notre petite rue de quartier.

MARC LETTAU, RÉDACTEUR EN CHEF

La «Revue Suisse», magazine d'information de la «Cinquième Suisse», est éditée par l'Organisation des Suisses de l'étranger.

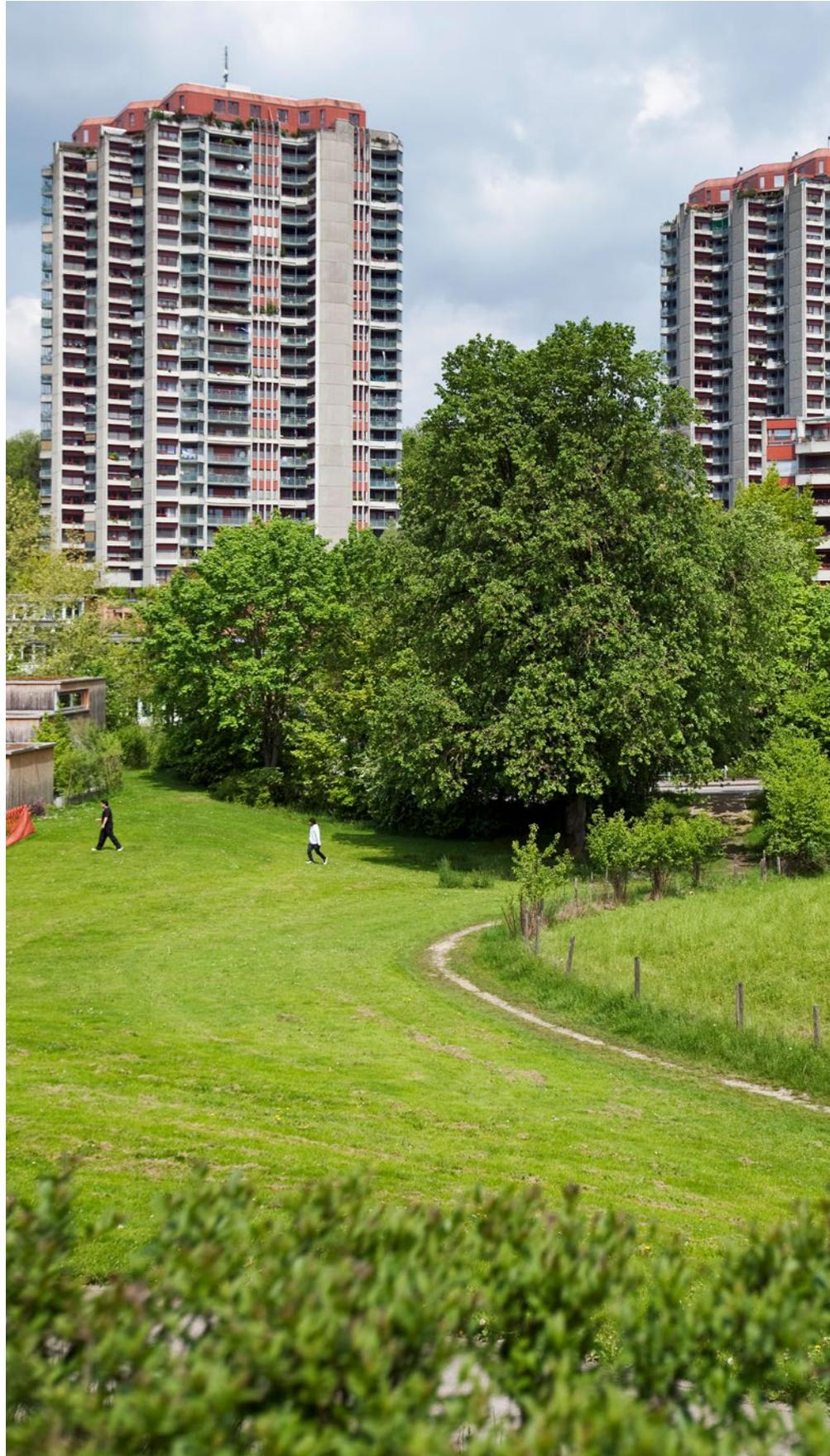
**Swiss
Community**

Pourquoi la Suisse, pays rich

La majorité des habitants de la Suisse vit dans des logements loués: c'est incontestablement un cas particulier en Europe. Cela a des effets sur le quotidien, l'environnement, la politique et, bien sûr, le droit de bail. Mais pas toujours ceux qu'on attendrait.

La vie quotidienne en Suisse: la plupart des habitants vivent côte à côte, en location. Comme ici dans le quartier de Gäbelbach, en bordure de la ville de Berne.

Photo Keystone



e, est une terre de locataires



SIMON THÖNEN

Les personnes qui s'établissent en Suisse ou y reviennent emménageront très probablement dans un immeuble locatif. Car la Suisse est le pays des locataires par excellence: représentant 58 % de la population, ceux-ci sont clairement majoritaires. Une telle part de location est inhabituelle.

Partout ailleurs en Europe, les propriétaires d'un bien immobilier sont majoritaires, même en Allemagne, où leur proportion – un peu plus de 50 % – est la plus faible. En Europe, le taux de propriétaires atteint généralement deux tiers, voire davantage. Avec sa part élevée de locataires, la Suisse est donc un cas particulier. Cependant, pour une fois, elle n'est pas particulièrement fière de constituer une exception.

Au contraire, le fait que seule une minorité d'habitants vive dans ses propres murs est généralement déploré par les médias: «Pour la plupart des Suisses, le rêve d'acquérir une maison se brise», titrait par exemple le quotidien «20 minutes» au sujet de la hausse des prix de l'immobilier. Et le rêve n'est pas seulement de posséder un logement, mais «une maison avec jardin».

Toutefois, est-ce vraiment un mal que la plupart des Suisses vivent en location, souvent dans des immeubles à plusieurs familles? Et quelles conséquences cela a-t-il sur le quotidien, l'économie, la politique et l'environnement? La «Revue Suisse» s'est entretenue avec des experts et des représentants des milieux intéressés et a consulté des études. Il apparaît que les effets sont multiples, et pas toujours ceux qu'on attendrait. Tour d'horizon en neuf thèses du pays de locataires qu'est la Suisse.

Thèse n° 1:

La forte part de locataires freine le mitage du territoire

Benedikt Loderer, architecte, «randonneur urbain» et politicien vert à Bienne, ne voit aucun inconvénient au fait que la majorité des Suisses vive en location: «Cela permet de densifier la construction et de lutter contre le mitage du territoire». Benedikt Loderer est un fervent opposant au «fléau des maisonnettes» qui recouvrent largement le Plateau suisse. «Si l'on voulait loger les huit millions et demi d'habitants de la Suisse dans des villas, le pays serait totalement bétonné.» Le rêve d'avoir sa propre maison au cœur de la nature repose de toute façon, selon lui, sur une illusion: «Les propriétaires possèdent leurs maisons de manière nominale, mais dans les faits elles appartiennent aux banques qui leur ont octroyé des prêts.»

Thèse n° 2:

Quand on est locataire, on ne peut pas faire grand-chose pour le climat

La façon dont un logement est chauffé et la qualité de son isolation thermique sont du seul ressort de son propriétaire. Toutefois, même l'appel des autorités à réduire le chauffage, sur fond de guerre en Ukraine et de renchérissement de l'énergie, se heurte à un obstacle: dans les vieux immeubles locatifs en particulier, la

consommation de chaleur n'est souvent ni mesurée, ni décomptée de manière individuelle. Les frais de chauffage sont facturés aux locataires à parts égales. Ainsi, un locataire économe contribue à payer le chauffage de ses voisins gaspilleurs.

Un taux élevé de logements en propriété simplifierait-il la transition énergétique? La question reste ouverte. Elle est tranchée en fin de compte lors des votations populaires. Et là, le lobby des propriétaires s'oppose la plupart du temps à des prescriptions plus strictes, alors que celui des locataires a plutôt tendance à les soutenir.

Thèse n° 3:

Une part élevée de locataires reflète la prospérité du pays

On pourrait croire que plus un pays est riche, plus la part de gens qui peuvent acquérir un logement est grande. Or, c'est l'inverse qui est vrai: plus un pays est pauvre, plus il compte de propriétaires. Les statistiques sont claires: avec plus de 96 % de logements en propriété, l'Albanie et la Roumanie présentent les taux les plus élevés d'Europe, mais ils sont aussi très importants au Portugal, en Espagne ou en Grèce, où ils atteignent près de 75%. Force est donc de constater que plus les conditions de vie sont précaires, plus il est important de posséder son logement pour sa sécurité personnelle.

On observe la même tendance en Suisse: c'est dans les cantons ruraux d'Appenzell Rhodes-Intérieures et du Valais que la part de propriétaires est la plus haute, avec 58 % et 54 %, res-



pectivement. Dans les prospères cantons urbains de Bâle-Ville et Genève, elle ne s'élève qu'à 15% et 18%, respectivement. Ici, comme en général dans les grandes villes et les cantons économiquement forts à l'instar de Zurich et Zoug, on vit la plupart du temps en location.

Thèse n° 4:

Louer un logement «fonctionne» bien et coûte souvent moins cher que le posséder

Le géographe politique Michael Hermann a une explication surprenante au sujet de la forte proportion de locataires en Suisse. «Il existe une confiance fondamentale dans le fait que l'habitat fonctionne, même quand on n'est pas propriétaire.» Globalement, dit-il, «les formes d'activité économique collectives ou coopératives ont en Suisse une tradition plus forte qu'ailleurs». Cela se voit, par exemple, dans les chaînes de commerce de détail Migros et Coop, organisées en coopératives. Mais aussi dans les buanderies, qui sont souvent, de manière typiquement suisse, utilisées en commun dans les immeubles locatifs.

En outre, louer coûte moins cher que posséder, du moins c'est à nouveau le cas depuis peu, comme les économistes de la banque Credit Suisse l'affirment dans une étude récente: «Les coûts globaux du logement en propriété dépassent les coûts de location d'un logement comparable.» Cela est dû à la remontée des taux des crédits immobiliers. Auparavant, pendant la période de taux bas qui durait depuis 2008, c'était le

contraire. L'évolution peut ainsi être aussi interprétée comme un certain retour à la normale. De telles études disent néanmoins peu de choses sur les cas individuels. De plus, il faut souligner que l'habitat, tout comme la vie en Suisse, est généralement très cher en comparaison internationale. Les coûts de location pèsent lourd sur le budget des ménages, et particulièrement sur les plus pauvres.

Thèse n° 5:

La vie en location est variée, et parfois stressante

En Suisse, la population s'avère très mobile en matière d'habitat. D'après les statistiques, une personne sur dix déménage chaque année. Et le changement de localité a visiblement moins d'importance que le changement de logement: la distance de déménagement moyenne ne s'élevait qu'à 12,5 kilomètres en 2020. Cependant, dans près de 75% des cas, le nombre de pièces change avec le déménagement. Et ce, dans les deux sens: on opte tantôt pour un logement un plus grand, tantôt pour un plus petit. Apparemment, nombreuses sont les personnes qui adaptent la taille de leur logement au changement de leur situation privée. Fait peu surprenant: les personnes vivant en immeuble locatif déménagent deux fois plus souvent que celles qui habitent une villa. La vie en location est donc souvent «variée». Il n'est pas rare qu'une personne d'âge moyen ait déjà vécu dans une douzaine d'appartements ou plus. Mais cette flexibilité a sa zone d'ombre: dans la plupart des villes, la recherche d'un logement est presque un emploi à plein temps, et les beaux logements bon marché,

Déménager est un sport national très répandu dans ce pays de locataires qu'est la Suisse. Ainsi, les cartons à bananes vides sont des biens précieux, car très recherchés.

Photos Keystone

très rares, se transmettent souvent en sous-main. Quiconque ne dispose pas d'un revenu assuré ou d'un large cercle d'amis doit se résoudre à vivre plus loin du centre ou dans un endroit peu plaisant, par exemple au bord d'une route bruyante à fort trafic.

Thèse n° 6:

Les locataires devraient avoir un poids politique prépondérant

Dans la démocratie directe, pourrait-on croire, la majorité des locataires n'a aucun mal à s'imposer dans les urnes. On se trompe. Ainsi le peuple suisse a-t-il balayé avec 57% des voix, le 9 février 2020, l'initiative populaire «Davantage de logements abordables» de l'Association suisse des locataires (Asloca). Elle exigeait qu'au moins 10% des nouveaux logements soient «abordables», c'est-à-dire d'utilité publique ou coopératifs.

L'échec de ce scrutin n'est pas un cas isolé: l'Asloca n'a encore jamais réussi à faire passer une initiative populaire au plan national. La Suisse est-elle un peuple de locataires qui se rêvent en propriétaires et votent comme tels? Pour l'association suisse des propriétaires (HEV), c'est incontestablement le cas. Elle renvoie à un sondage effectué auprès des personnes à la recherche d'un logement, qui établit que ce sont surtout celles d'âge moyen qui veulent devenir propriétaires «en pensant au long terme». Et même la secrétaire générale de l'Asloca, la conseillère nationale verte Natalie Imboden, note «que le rêve de propriété existe, car il permet d'échapper au risque d'être chassé de son logement.» L'impression qu'à cause de cela, l'Asloca



mène un combat perdu d'avance contre la HEV est toutefois erronée. Car les initiatives populaires lancées par la HEV ont elles aussi échoué jusqu'ici. Les deux organisations ont cependant un fort pouvoir référendaire, c'est-à-dire qu'elles ont de très bonnes chances de parvenir à faire échouer dans les urnes les projets qui leur déplaisent. En résumé: leur puissance de blocage est grande, mais leur force d'action est faible. Entre elles, les jeux sont nuls.

Thèse n° 7:

Le droit du bail suisse reflète un immobilisme politique

En Suisse, le bail est à maints égards réglementé jusque dans ses moindres détails, par exemple lorsqu'il s'agit de déterminer jusqu'à quelle température un appartement doit être chauffé (20 °C) ou jusqu'à quelle somme les locataires doivent payer eux-mêmes les réparations (150 francs). Et le principe du loyer fixé sur la base des coûts s'applique: toute augmentation doit être justifiée par une hausse des coûts. Toutefois, en réalité, il n'y a pas que le droit de bail qui joue un rôle majeur, mais aussi le marché, surtout lors d'une nouvelle location.

Très grossièrement, on peut tirer le bilan suivant: dans les conditions de bail actuelles, la protection des locataires est plutôt solide. Si rien ne les protège contre les résiliations de bail, ils disposent de bons moyens juridiques pour exiger une prolongation de leur bail en cas de résiliation, parfois sur plusieurs années. En cas de nouvelle location, par contre, les

propriétaires ont une marge de manœuvre relativement large. Cela entraîne une fracture dans l'univers de location: sur le marché du logement, les loyers sont considérablement plus élevés que dans les baux existants. Les locataires qui vivent longtemps au même endroit paient moins cher que ceux qui louent un nouvel appartement.

Thèse n° 8:

La question cruciale est: «Quid de la protection des locataires?»

Pour le think tank économique libéral Avenir Suisse, le droit de bail suisse est un bon compromis: «Le marché suisse de la location est relativement bien réglementé. C'est pourquoi on y trouve des logements à louer de bonne qualité.» C'est là que réside l'explication à la part élevée de locataires en Suisse, d'après Avenir Suisse. Dans d'autres pays, relève le think tank, les logements en location ont été «poussés hors du marché par des réglementations excessives». Natalie Imboden, de l'Asloca, est d'un autre avis: «Dans les zones urbaines, où vivent la plupart des gens, le marché locatif ne fonctionne pas.» Une protection accrue serait nécessaire, «sans quoi les propriétaires réalisent des gains excessifs sans fournir de prestations en échange». Markus Meier, directeur de la HEV et député UDC au parlement de Bâle-Campagne, contredit cela: «Nos membres souffrent aussi du nombre insuffisant de logements en propriété construits en ville.» D'après lui, l'offre est en outre limitée par «une protection excessive des locataires telle que celle exigée par l'Asloca».



«Der Waschküchenschlüssel» [La Clé de la chambre à lessive] de Hugo Loetscher, paru en 1988 en allemand, est l'œuvre littéraire clé pour mieux comprendre l'âme helvétique. Elle explore notamment les facettes de la vie en location.

Thèse n° 9:

Les locataires craignent les conflits avec leur bailleur

Concrètement, le conflit tourne autour d'une somme colossale: d'après une étude de l'Asloca, les ménages en location auraient payé 78 milliards de francs de loyer en trop ces 15 dernières années. Explication: les loyers sont juridiquement liés aux taux d'intérêts des prêts immobiliers. Or, ceux-ci ont baissé depuis 2008, tandis que les loyers ont continué d'augmenter. La HEV réplique sèchement qu'il s'agit là de «sornettes», qui ne tiennent pas compte de la hausse des frais d'exploitation et des investissements, ce que l'Asloca conteste.

Ce qui est incontestable, c'est que de nombreux locataires ont renoncé à exiger une baisse de loyer bien que la situation juridique leur soit favorable. Pourquoi? Car, selon un sondage de l'Asloca, bon nombre d'entre eux craignent les conflits ou la dégradation de leur relation avec leur propriétaire. «Le bilan n'est pas aussi mauvais que l'Asloca l'affirme», relève Markus Meier. Il renvoie à un sondage commandé par la Confédération, selon lequel 63% de la population est «plutôt satisfaite» ou «très satisfaite» du droit de bail actuel. Avec la remontée récente des taux d'intérêts des prêts immobiliers, le jeu recommencera, avec une donne inversée. Bientôt, les propriétaires pourront exiger des loyers plus élevés, hausse des taux à l'appui. On attend avec impatience de voir s'ils feront preuve d'une aussi grande retenue dans le souci de maintenir de bonnes relations avec leurs locataires.

Peter Maurer



Peter Maurer, président du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) depuis 2012 va quitter le bateau en pleine tempête mondiale. Il avait annoncé sa démission en novembre passé. Elle aura lieu en septembre. La diplomate suisse Mirjana Spoljaric lui succédera. Quel souvenir laissera celui qui fut auparavant secrétaire d'État au Département fédéral des affaires étrangères? Les avis sont contrastés. Les louanges concernent notamment l'action du président au sujet des armes du futur et autres robots tueurs. Mais aussi le fait que Peter Maurer a ouvert l'institution genevoise aux non-Suisses.

L'art de la diplomatie du Bernois a été salué à maintes reprises. L'homme a serré les mains de Xi Jinping, Emmanuel Macron, Barack Obama et Vladimir Poutine. Certes, mais le résultat de ces rencontres fait débat. Dans la maison mère, des cadres se réjouissent de passer à une gestion moins diplomatique, plus axée sur l'aide aux victimes des conflits. Ils auraient aimé entendre leur président dénoncer plus fortement les violations du droit humanitaire. «Il incarne la discrétion du CICR. C'est l'efficacité de l'action qui compte», souligne un connaisseur. Le plus gros couac? La décision de Peter Maurer de rejoindre le Conseil de fondation du Forum économique de Davos. L'humanitaire ne peut pas s'acoquiner avec les multinationales, ont dénoncé des élus et d'anciens délégués. Durant le règne de Maurer, le budget de l'organisation a presque doublé, atteignant deux milliards de francs.

Est-ce un acquis? Certains pensent que cette hausse est à double tranchant, car difficile à soutenir. Présider l'organisation gardienne du droit humanitaire dans un monde devenu plus instable? Cette mission constitue forcément une gageure.

STÉPHANE HERZOG

La Suisse élue au Conseil de sécurité

Le 9 juin 2022, la Suisse a pour la première fois été élue au Conseil de sécurité de l'ONU. Et très bien élue même, avec 187 voix sur 190 valables lors du vote de l'Assemblée générale de l'ONU. La Suisse pourra donc participer à l'arbitrage de conflits en 2023 et 2024. Alors que le Conseil fédéral salue cette élection, qu'il voit comme un succès et une preuve de confiance vis-à-vis de la Suisse, les opposants politiques intérieurs critiquent le fait que la Suisse, en siégeant au Conseil de sécurité, remette en jeu son rôle traditionnel de médiatrice indépendante entre parties ennemies. (MUL)

La BNS relève son taux directeur

La Banque nationale suisse (BNS) a relevé son taux directeur pour la première fois depuis 15 ans à la mi-juin 2022. Elle réagit ainsi à l'inflation. En resserrant sa politique monétaire, la BNS veut éviter que le renchérissement ne déborde encore plus largement sur les biens et les services. La hausse décidée est étonnamment significative, puisqu'elle atteint 0,5%. Le taux directeur passe ainsi de -0,75 à -0,25% et reste légèrement négatif. Malgré tout, ce relèvement est un bon signal pour les épargnants: les banques ne devraient plus répercuter la charge des intérêts négatifs – ou seulement dans une moindre mesure – sur leur clientèle. En revanche, les taux hypothécaires pourraient augmenter. Les propriétaires immobiliers considèrent donc l'impact de la hausse du taux directeur d'un œil plutôt inquiet. (MUL)

La Suisse devient «coopérativement» neutre

Lors du Forum économique mondial de Davos, à la fin mai, le président de la Confédération et ministre des affaires étrangères Ignazio Cassis a surpris tout le monde en révélant que la Suisse optait désormais pour le concept de la «neutralité coopérative». La signification de sa tentative de redéfinir la neutralité n'est pas encore absolument claire. Ignazio Cassis réagit là pour l'essentiel à l'attaque de l'Ukraine par la Russie. D'après lui, dans une telle situation, un pays neutre doit aussi se positionner: «C'est pourquoi la Suisse se tient aux côtés des pays qui n'observent pas sans rien faire cette attaque contre les fondements de la démocratie.» La Suisse soutient largement les sanctions de l'UE contre la Russie. (MUL)

Gestion du coronavirus: un blâme pour le Conseil fédéral

Dans un rapport consacré à la gestion politique de la pandémie de coronavirus, la Commission de gestion critique le Conseil fédéral. D'après elle, celui-ci n'aurait pas reconnu assez tôt le fait que la pandémie constituait une crise transversale d'ampleur mondiale. Il aurait aussi sous-estimé sa durée. En outre, dans le sillage de la pandémie, presque toutes les tâches ont été assumées – à tort – par le département de la santé. (MUL)

Et la gagnante est... Joya Marleen

La chanteuse Joya Marleen, âgée de 18 ans, est la grande gagnante des Swiss Music Awards 2022: elle a remporté le prix dans trois catégories – Best Hit («Nightmare»: revue.link/nightmare), Best Talent et Best Female Act. Juste avant la cérémonie de remise des prix, la jeune musicienne passait son examen de maturité. (MUL)



L'armée suisse se renforce

La guerre en Ukraine conduit à une course aux armements dans toute l'Europe. La Suisse aussi veut investir plus d'argent dans son armée et acquérir rapidement de nouveaux avions de combat.

THEODORA PETER

Depuis que la Russie a attaqué l'Ukraine, il y a bientôt six mois, on parle un peu partout de changement d'époque. Le fait qu'au XXI^e siècle, des combats aient lieu au cœur de l'Europe avec des blindés et des missiles semblait jusqu'ici impensable, et conduit à revoir les politiques de sécurité. De nombreux pays se réarment: rien que l'Allemagne investit 100 milliards d'euros dans son armée et veut y consacrer à l'avenir 2% de son produit intérieur brut (PIB) annuel. En Suisse, le Parlement a décidé d'augmenter les dépenses militaires à 1% du PIB d'ici 2030. Ainsi, le budget de l'armée pourrait passer d'actuellement cinq à près de sept milliards de francs. Les partis verts et de gauche se sont opposés en vain à cette «logique d'armement aveugle» et ont alerté sur le fait qu'une hausse du budget de l'armée pourrait se faire au détriment des dépenses pour la formation, l'agriculture, la protection de l'environnement ou l'aide au développement.

Six milliards de francs pour des avions de combat

Avec ces fonds supplémentaires, la ministre de la défense Viola Amherd entend notamment équiper les troupes au sol en artillerie. De plus, le Conseil fédéral veut accélérer l'achat de nouveaux avions de combat F-35, décidé avant la guerre en Ukraine. Il est prévu que les contrats avec l'avionneur américain Lockheed Martin soient signés avant la fin de mars 2023. Soit avant même que l'initiative «Stop F-35» soit mise en votation. Par cette initiative po-

pulaire, le PS, les Verts et le Groupe pour une Suisse sans armée s'opposent à l'achat du F-35, «surdimensionné» à leurs yeux. Les 36 avions et leur armement de bord coûteront en tout six milliards de francs. Pour rappel, le peuple suisse avait donné un tout petit feu vert à l'achat de nouveaux avions de combat dans les urnes en septembre 2020, avec 50,1% des voix. Il n'a pas pu se prononcer sur le type d'avion concerné.

De nouveaux débats sur les exportations d'armes

La guerre en Ukraine a également relancé le débat sur l'exportation de matériel de guerre. L'an dernier, le Parlement avait réduit la marge de manœuvre du Conseil fédéral en ce qui concerne l'autorisation des exportations d'armes (cf. «Revue Suisse» 6/2021). D'après la loi sur le matériel de guerre, les livraisons d'armes sont interdites dans les pays impliqués «dans un conflit armé interne ou international». Ainsi, les pays tiers ne peuvent pas transmettre à l'Ukraine du matériel de guerre acheté en Suisse. Thierry Burkart, président du PLR et conseiller national, voudrait changer cela. Pour lui, les pays alliés qui partagent «les valeurs de la Suisse» devraient se voir octroyer des autorisations exceptionnelles. Le Parlement se penchera sur cette question délicate à l'automne. Il n'est pas question de livrer directement des armes à l'Ukraine. En tant qu'État neutre, la Suisse n'a le droit d'avantager aucun belligérant par l'exportation de biens d'armement.

En tête de la liste d'achats de l'armée suisse: l'avion de combat F-35 du constructeur américain Lockheed Martin. Photo Keystone

Le travail salarié le plus élevé de Suisse? Concierge!

En février 2021, Daniela Bissig et Erich Furrer ont obtenu le job de leur vie: concierges et gardiens de la Station de recherche de haute altitude du Jungfrauoch. Leurs journées à 3500 mètres de hauteur sont rythmées par cinq observations de la météo. Reportage.

STÉPHANE HERZOG

Elle s'occupait de ressources humaines au sein de la Direction des travaux publics du canton d'Uri. Il œuvrait dans une centrale électrique de Nidwald. Depuis février 2021, Daniela Bissig et Erich Furrer ont changé de planète. Leur job? Gardiens et concierges de la Station de recherche de haute altitude du Jungfrauoch, une plateforme scientifique logée à 3454 mètres au-dessus du niveau de la mer. «Quand nous avons décroché ce travail de facility manager, j'ai appelé mes deux filles pour leur dire qu'on avait une grande nouvelle à leur annoncer. Elles ont pensé qu'on allait émigrer en Norvège!», rigole Daniela Bissig. En découvrant la nature de ce nouvel emploi entre



Plus haut, plus grand,
plus rapide, plus beau?

À la recherche des records suisses qui sortent de l'ordinaire.

**Aujourd'hui:
l'emploi au plus haut
niveau du monde
du travail suisse.**

Mönch et Jungfrau, les enfants de Daniela, mais aussi les deux employeurs de ce couple uranais, n'ont pas été surpris. Nos deux oiseaux sont des amoureux de la montagne et de la neige. Daniela a d'ailleurs un flocon tatoué sur son bras droit. De la neige, il y en a plein ici, sur cet éperon posé entre Alpes du Nord et du Sud. «En hiver nous sortons à six heures du matin, sans déjeuner, pour pelleter la neige qui s'est accumulée durant la nuit», explique Erich. Ce labeur quotidien commence devant la demeure des gardiens. Il se poursuit 100 mètres plus haut, sur le Sphinx, nom du promontoire rocheux où est installé l'observatoire de la station et que les gardiens rejoignent dans un ascenseur d'un autre âge. Ils com-

mencent par dégager deux grandes terrasses, ce qui peut être harassant après de fortes précipitations, puis prennent leur petit-déjeuner.

Le rituel de la météo

Le deuxième rituel est consacré à l'observation du temps. Daniela Bissig ou Erich Furrer montent cinq fois par jour sur le Sphinx pour observer le ciel 15 minutes durant. En été, la veille météo commence à huit heures du matin et se termine à huit heures du soir. Perché sur une terrasse de la station, qui surplombe la grande plateforme dédiée aux touristes montés en train sur la Jungfrauoch, Erich ou Daniela détaillent les conditions météo. Ces observations nour-





rissent les prévisions de Météo Suisse. Quelle est la qualité de la neige? Pleut-il – ce qui n'arrivait pas il y a 20 ans – ou y a-t-il de la grêle? Les gardiens décrivent aussi la visibilité et la nébulosité. Au Jungfrau-joch, le brouillard est présent environ 40 % du temps. Le rapport sur les nuages s'effectue en découpant l'horizon en huit tranches. Dix types de nuages différents sont répertoriés. Facile pour les cirrus, qui évoluent à 9000 mètres d'altitude. Les autres hauteurs se mesurent en prenant un appui visuel sur les sommets environnants : la Jungfrau, le col de la Kleine Scheidegg, le Schilthorn. Quand le ciel est limpide, la vue porte vers le Feldberg (Allemagne) ou la Dôle, situés à 150 kilomètres à vol d'oiseau. «C'est une tâche centrale. Il n'y pas d'excuse», résume Erich, qui depuis le mois de mars navigue dans la station sur une trottinette bricolée par un employé du train de la Jungfrau, après qu'il s'est cassé la jambe en Norvège.

Les gardiens de la station ont pour charge l'entretien des lieux et

En haut: Erich Furrer et Daniela Bissig sur le Jungfrau-joch. Ils doivent être prêts à affronter tous les temps, car leur lieu de travail est exposé aux tempêtes de neige, au gel et aux orages.

Photos Franziska Frutiger, www.franziskafrutiger.com

Page de gauche: pelleter la neige n'est pas la seule tâche de ces concierges d'altitude. Ils doivent aussi observer le ciel et consigner des données météorologiques.

de certaines machines, mais aussi l'accueil des chercheurs qui viennent effectuer des expériences dans ces lieux. Dans le dédale formé par les couloirs et les étages du Jungfrau-joch, nous croisons un chercheur zurichois, issu du Laboratoire fédéral d'essai des matériaux et de recherche. Au Sphinx, voilà un chercheur belge. Lui participe à une expérience lancée il y a 50 ans sur des gaz contenus dans l'atmosphère. La partie habitée de la station a été bâtie sur le flanc de la montagne. Ses étages sont reliés par un petit ascenseur creusé dans le rocher. Au rez-de-chaussée, voilà l'atelier des gardiens, trois laboratoires et une chambre à lessive. Au premier, dix petites chambres façon chalet suisse accueillent les chercheurs. Ils ont à disposition un beau salon lambrissé, où l'on découvre aux murs les photos de deux chercheurs étrangers morts en 1955 dans une crevasse. Et celle d'un gardien tué par la chute d'une pierre, en 1964. Au troisième étage, c'est la cuisine, flanquée d'un salon. Au quatrième étage se trouve

la bibliothèque, utilisée par les chercheurs comme salle de travail. L'appartement des gardiens est au cinquième. Du lit double, on a une vue plongeante sur le glacier d'Aletsch, qui descend vers le Valais.

En bas, les vacances

Pour Daniela et Erich, le travail a lieu en haut et le repos en bas, c'est-à-dire à Erstfeld, village uranais situé à l'extrémité nord du tunnel ferroviaire du Saint-Gothard. Les rotations ont lieu tous les 15 jours. Lorsqu'ils redescendent, un autre couple monte. Lors de notre visite, Daniela et Erich s'apprêtaient à accueillir un nouveau couple de gardiens. Le précédent avait tenu quatre ans et demi. «C'est un travail qui nécessite le sens de l'accueil et du service», détaille Daniela, qui aimerait conserver son job jusqu'à sa retraite. Le premier couple au travail à la Jungfrau avait échoué à tenir ensemble. L'homme était resté au poste trente années durant, malgré le départ de sa femme, aux bras



Un job dans le ciel

La station de recherche du Jungfrau-joch offre le job salarié annuel le plus élevé de Suisse. L'employeur des deux couples qui assument la tâche de concierges de la station est la Fondation internationale de recherche en haute altitude des stations du Jungfrau-joch et du Gornergrat (HFSJG). Fondée en 1930, elle représente des institutions scientifiques issues de six pays européens et de la Chine. Les membres suisses de la fondation sont notamment la commune de Zermatt, les sociétés des trains du Gornergrat et de la Jungfrau, l'Académie suisse des sciences et l'université de Berne. Mille journées de travail en moyenne sont effectuées chaque année dans ce lieu de recherche. Les expériences réalisées sur ce rocher sont désormais focalisées sur l'environnement et le climat. La station accueille une cinquantaine d'expériences dans des domaines aussi variés que la météorologie, la glaciologie, la biologie ou la médecine. (SH)



Pour gagner la vallée, le chemin traverse la roche: une galerie sécurisée relie la station de recherche à la station du train qui monte au Jungfrau-joch. Photos Franziska Frutiger

d'un militaire, dit-on. La station est comme un bateau. Quel est le risque de s'y disputer? «Nous travaillons chacun de notre côté une bonne partie de la journée», explique Erich. Les repas et les nuits réunissent le couple, qui partage aussi le plus beau: l'observation météo du matin et du soir.

En altitude, les repas sont copieux et le besoin de s'hydrater impérieux. Les menus sont conçus à Erstfeld. Commandée dans un magasin à Wengen, la nourriture arrive par train. «Nous dépensons moins ici, car nous commandons exactement ce dont nous avons besoin», précise la gardienne de maison, qui offre aux visiteurs des petits chocolats en forme de Jungfrau. Le couple de concierges connaît bien les effets de l'altitude. «Le premier jour, nous faisons attention à bouger lentement. La première nuit, nous dor-

mons moins bien. L'acclimatation est ensuite acquise», explique Daniela.

Seuls durant la pandémie

En 2020, nos deux hôtes étaient immédiatement tombés d'accord sur leur envie de postuler à ce travail. «Le seul point qui nous a donné à réfléchir a été la question financière, car nous allions perdre environ 30 % de nos revenus», indique Daniela. Bonne nouvelle, la fondation qui les emploie (voir ci-contre) a un peu augmenté leur taux d'activité. Erich, qui a emmené une des deux filles de Daniela sur le Mönch voisin, est ici dans son élément. «C'est le job de ma vie», dit-il. Au plus fort de la pandémie, les deux gardiens s'étaient parfois retrouvés complètement seuls dans la station. «Comme dans une bulle», se souvient Daniela.



Après le travail, profiter de l'isolement dans un cadre au charme rustique: il est bon d'aimer la lecture, car l'offre de divertissement la plus proche est située à bonne distance.

La prévoyance vieillesse suisse est un chantier permanent

Une fois de plus, l'avenir de la prévoyance vieillesse se trouve à un tournant décisif. À l'automne, le peuple votera sur une nouvelle réforme de l'AVS. Mais déjà, deux initiatives populaires totalement opposées exigent de nouvelles mesures pour les rentes des retraités. En résumé, l'AVS est un chantier permanent.

DENISE LACHAT

L'AVS est une maison censée offrir une protection financière à tous les retraités. Presque tous les habitants de Suisse, les Suisses et les étrangers, ainsi que de nombreux Suisses de l'étranger, ont droit aux prestations de la prévoyance vieillesse étatique. La première pierre de cette maison a été posée en 1947. Dans le contexte de la Seconde Guerre mondiale, le Parlement a conçu l'assurance-vieillesse et survivants (AVS), qui est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1948. Auparavant, l'assistance aux personnes incapables de travailler ou âgées était presque une affaire de chance et dépendait des moyens ou de la bonne volonté des membres de leur famille, des organisations d'utilité publique et de l'Église.

Dans la maison de l'AVS, d'autres travaux ont démarré peu après la pose de la première pierre. Depuis sa création, l'AVS a été révisée dix fois. Et, jusqu'à la fin du XX^e siècle, on chantonait souvent gaiement sur ce chantier, construisant, agrandissant et transformant selon les plans. Le dernier étage a été ajouté en 2001: l'âge de la retraite des femmes a alors été relevé de 62 à 63 ans et, à partir de 2005, fixé à 64 ans. Depuis cette date, le retrait anticipé de la rente est également possible, et les rentes ont été adaptées au renchérissement.

Le problème du peuple

Depuis, les ouvriers tournent en rond sur le chantier, l'envie de chanter leur est passée. C'est que les plans des architectes sont envoyés aux vieux papiers les uns après les autres, soit directement par le Parlement fédéral, au plus tard par le peuple dans les urnes. Que se passe-t-il dans la société et la politique pour que, depuis 20 ans, plus aucune véritable réforme de l'AVS n'aboutisse?

Michael Hermann, politologue et responsable de l'institut de recherche Sotomo, connaît la réponse: la hausse de l'espérance de vie et la baisse du nombre de jeunes actifs cotisant à l'AVS obligent à des mesures d'économies. Or, faire accepter de telles mesures, ou une hausse de l'âge de la retraite, par le peuple, est parfois tout bonnement impossible. «L'AVS a ceci de particulier qu'elle concerne tout le monde, mais qu'elle est déterminée surtout par les tranches d'âge avancées. Les cinquantenaires ou soixantennaires sont directement concernés et se demandent pourquoi c'est à eux de faire des sacrifices», explique Michael

Hermann. Vu que même dans d'autres votations, la participation des personnes âgées est plus importante que celle des jeunes, elle a encore plus de poids sur les questions qui touchent à l'AVS.

Le blocage des réformes de l'AVS est donc dû, d'après le politologue, au système politique de la Suisse. Michael Hermann renvoie aux pays scandinaves, dont la politique est d'orientation sociale-démocrate, mais sans démocratie directe. Presque partout en Scandinavie, l'âge de la retraite est fixé à 67 ans, ou le sera ces prochaines années, et il n'est pas rare qu'il soit directement lié à l'espérance de vie. Matthias Müller, président des Jeunes Libéraux-Radicaux (JLR) de Suisse, a lui aussi les yeux tournés vers la Scandinavie.

Le jass est un jeu de cartes très populaire en Suisse, apprécié surtout des personnes âgées. Elles pourraient aussi tirer les cartes pour chercher à connaître l'avenir de l'AVS.

Photo Keystone



Relever l'âge de la retraite à 66 ans pour les hommes et les femmes, puis le lier à l'espérance de vie: c'est ce que demande l'initiative de son parti sur les rentes pour la Suisse. Depuis 20 ans, dit-il, la politique est incapable de donner à l'AVS une base solide. «Cela nuit à la capacité de réforme de la Suisse en général, et aux jeunes en particulier», déclare Matthias Müller, évoquant son désenchantement.

Le peuple donnera de la voix cet automne

Toutefois, avant que les Suisses se prononcent sur l'initiative sur les rentes des JLR, un autre gros morceau les attend. Le 25 septembre 2022, un nouveau paquet de réformes du Parlement sera mis en votation, l'«AVS 21». Son but: équilibrer les recettes et les dépenses dans le fonds de l'AVS et maintenir le niveau des rentes. Pour financer cela, l'âge de la retraite des femmes passerait de 64 à 65 ans et la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) serait relevée de 0,4 point. En revanche, il serait possible de choisir l'âge de la retraite de manière plus flexible et de percevoir sa rente par étapes. L'«AVS 21» ne convient pas du tout aux

Le jass renforce l'aptitude au calcul. Pour calculer sa retraite, il ne faut pas tenir compte uniquement de la rente AVS, car la prévoyance vieillesse suisse repose sur trois piliers.
Photo Keystone

syndicats et aux partis de gauche. Pour eux, ce projet démantèle l'AVS sur le dos des femmes. En un temps record, ils ont recueilli le nombre de signatures requises pour imposer un référendum. Les partis de gauche et les syndicats réclament une augmentation des rentes et ont eux aussi lancé une initiative. Ils exigent que ceux qui ont travaillé toute leur vie touchent une bonne rente et proposent en outre une 13^e rente AVS. De leur côté, les JLR ne sont pas satisfaits non plus de l'«AVS 21». Pour eux, il ne s'agit que d'une «mini-réforme, d'une étape intermédiaire», relève Matthias Müller. D'autres mesures sont nécessaires à leurs yeux, notamment le couplage de l'âge de la retraite à l'espérance de vie. Encore faut-il que les jeunes puissent en convaincre leurs parents et leurs grands-parents.

Deux initiatives opposées au Parlement

Mini-réforme ou démantèlement des rentes? Le suspense est à son comble, car les deux initiatives contraires parviendront au Parlement, et donc à l'attention du public, à peine quelques semaines avant le vote sur l'«AVS 21». Les votants diront-ils non à l'«AVS 21» de crainte qu'un oui soit interprété comme un signal en faveur d'autres hausses de l'âge de la retraite? Ou accepteront-ils la réforme, rejetant par là une nouvelle étape de hausse des rentes? Quoiqu'il en soit, les sondages et les votations précédentes montrent que la population est tout à fait consciente des difficultés financières de l'AVS.

La structure de la prévoyance vieillesse en Suisse

Actuellement, la rente AVS maximale s'élève à 2390 francs par mois et par personne, et la rente minimale à 1195 francs. Les couples mariés touchent ensemble au maximum 3585 francs. Lorsque le coût de la vie est bas dans le pays où l'on habite, cette somme représente un pouvoir d'achat considérable, mais en Suisse, la rente AVS seule ne suffit pas pour vivre. Il faut pour cela deux autres piliers. À côté de la prévoyance étatique issue de l'AVS et des PC (1^{er} pilier), il existe depuis 1985 la prévoyance professionnelle par les caisses de pension (2^e pilier) et, depuis 1987, la prévoyance privée régie par la loi (3^e pilier). Ce principe des trois piliers est inscrit dans la Constitution fédérale et a pour but de maintenir le niveau de vie habituel après la retraite, en cas d'invalidité ou de décès, pour soi-même ou ses survivants. Cependant, pour les salaires les plus faibles, la rente du 2^e pilier est également basse et, souvent, le revenu ne suffit pas pour constituer un 3^e pilier. (DLA)



La prévoyance vieillesse se trouve à un tournant, et la situation s'aggrave: tel est l'argument du comité de gauche pour la 13^e rente AVS. Il pourrait cependant tout aussi bien émaner de la partie adverse. Les options pour une détente de la situation sont, selon l'orientation politique: travailler plus longtemps, baisser les rentes, augmenter les cotisations salariales ou la TVA, transférer l'impôt sur les successions dans l'AVS ou un mélange de tout cela. Ou encore alimenter le fonds de l'AVS avec l'argent de la Banque nationale, comme le prévoient désormais le PS et les syndicats dans une autre initiative populaire. En vue de la votation de l'automne, on peut dire que les travaux reprendront sur le chantier de l'AVS. Mais on ne sait pas encore quels plans ils suivront.

Les initiatives pour transformer l'AVS se bousculent

Depuis 2014, le fonds de l'AVS dépense plus d'argent qu'il n'en engrange. Avec la réforme «AVS 21», le Conseil fédéral et le Parlement entendent équilibrer recettes et dépenses et maintenir le niveau des rentes. Pour financer cela, ils prévoient de relever la TVA de 0,4 point et l'âge de référence des femmes de 64 à 65 ans. En même temps, le moment de perception de la rente pourra être choisi de manière plus flexible, entre 63 ans au plus tôt et 70 ans au plus tard. Et il sera également possible de percevoir sa rente par étapes. Exercer une activité lucrative au-delà de l'âge de référence de 65 ans pourra augmenter le montant de la rente et inciter ainsi les gens à travailler plus longtemps.

L'initiative des JLR de Suisse pour la «flexibilisation de l'âge de la retraite» demande que l'âge de la retraite des hommes et des femmes soit relevé à 66 ans, puis lié à l'espérance de vie. Elle prévoit le développement de solutions flexibles et spécifiques à certains métiers et de modèles de prévoyance pour les personnes qui ne peuvent pas travailler jusqu'à 66 ans.

L'initiative «Mieux vivre à la retraite» a été déposée par des syndicats et des partis de gauche. Elle exige une 13^e rente pour tous les retraités, sans impact négatif sur la somme des prestations complémentaires (PC) ou le droit à ces prestations.

Par ailleurs, syndicats et PS ont déjà lancé leur prochaine initiative populaire concernant l'AVS, qui demande qu'à l'avenir, une partie des bénéfices de la Banque nationale suisse soit utilisée pour assurer les rentes («Les bénéfices de la BNS pour une AVS forte»).

(DLA)



Aperçu des votations fédérales du 25 septembre 2022

Initiative populaire sur l'élevage intensif

La dignité des animaux d'élevage doit être protégée par la Constitution et l'élevage intensif, interdit. C'est ce que réclame une initiative populaire lancée par des organisations de protection des animaux et de l'environnement, qui veulent mettre un terme à l'élevage de poules, porcs et bœufs dans les exploitations de type industriel. Pour cela, la Confédération doit fixer des critères sur le bien-être des animaux dans les étables, l'accès à l'extérieur et l'abattage. Pour ses adversaires, cette initiative est superflue. Les éleveurs, disent-ils, se soucient aujourd'hui déjà du bien-être de leurs animaux et la Suisse possède une loi stricte sur leur protection. *Pour en savoir plus, voir pp. 26–27.*

Réforme de l'AVS: deux questions en votation

Relever l'âge de la retraite des femmes de 64 à 65 ans: c'est ainsi que le Conseil fédéral et le Parlement entendent assurer l'avenir financier de l'assurance-vieillesse et survivants (AVS). Les femmes nées de 1960 à 1968, qui seraient les plus touchées par cette nouveauté, recevraient un supplément de rente compensatoire. Pour financer l'équation, la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), qui s'élève aujourd'hui à 7,7 %, serait relevée de 0,4 %. Le peuple devra se prononcer sur deux projets dans les urnes: la modification de la loi sur l'AVS avec le relèvement de l'âge de la retraite des femmes ainsi qu'un arrêté fédéral sur le financement additionnel par une hausse de la TVA. Les partis de gauche et les syndicats rejettent ce paquet de réformes se faisant «sur le dos des femmes» et mettent en garde contre de nouveaux projets de démantèlement de la prévoyance vieillesse. *Pour en savoir plus, voir pp. 13–15.*

Suppression partielle de l'impôt anticipé

En modifiant la loi sur l'impôt anticipé, le Conseil fédéral et le Parlement veulent renforcer le marché des capitaux de tiers et, ainsi, la place financière suisse. Concrètement, l'impôt anticipé sur les revenus d'intérêts serait supprimé pour les obligations suisses. De plus, ces titres seraient exonérés du droit de négociation. Le PS, les Verts et les syndicats s'opposent à ce projet qui entraînerait des pertes fiscales de plusieurs millions de francs par an. Pour eux, seuls les riches investisseurs profiteront de ces allègements dans ce projet qu'ils voient comme un «passe-droit pour la criminalité fiscale».

(TP)

En matière d'e-voting, tous les espoirs reposent sur la Poste

En Suisse, il n'est pour l'heure pas possible de voter en ligne. Si tout se déroule comme prévu, les cantons pourront reprendre leurs essais en 2023. Date à laquelle le système de vote électronique de la Poste devrait être disponible.

EVELINE RUTZ

Nous sommes sur la bonne voie. Ainsi peut-on résumer ce que la Chancellerie fédérale et la Poste suisse ont annoncé en avril en matière de vote électronique. Un rapport a en effet été rendu par des experts indépendants, qui ont examiné le système d'e-voting de la Poste sous toutes les coutures. Il atteste que des progrès «essentiels» ont été réalisés. Depuis 2019, la documentation est par exemple devenue plus claire, plus complète et mieux structurée. Le code source obtient lui aussi dans l'ensemble un bon certificat. Mais les experts relèvent également des faiblesses. Notamment dans le protocole cryptographique, qui sert à véri-

fier les voix données sans violer le secret du vote, et qui a une importance capitale pour la sécurité. La Poste a déjà tenu compte d'une partie de ces résultats, elle indique que le projet se trouve à présent dans une «nouvelle phase de développement» et qu'il sera prêt en 2023.

Le vote électronique, un serpent de mer suisse

Au cours de ces dernières années, on a plusieurs fois cru imminente l'émergence d'un canal de vote et d'élection numérique. Cependant, les annonces positives ont toujours été suivies de revers, et les espoirs, douchés. Le vote électronique a été testé pour la pre-

mière fois en 2004. En 2015, il était même possible, dans certains cantons, de participer aux élections nationales au moyen d'un ordinateur, d'une tablette ou d'un smartphone. Les Suisses de l'étranger en ont fait un usage assidu: un tiers de voix en plus que d'ordinaire ont été enregistrées en provenance de la «Cinquième Suisse».

Quinze cantons ont effectué plus de 300 essais, jusqu'à ce que la Confédération décide de mettre fin à l'exercice en 2019. Des réflexions financières ont poussé le canton de Genève à tirer la prise de sa solution informatique, et la Poste en a fait de même en raison de lacunes de sécurité. La Confédération a adapté les conditions cadres pour un nouvel essai. Elle a renforcé les exigences en matière de sécurité, s'est prononcée en faveur d'une stratégie open source et a annoncé engager des spécialistes indépendants pour des audits des systèmes. Le premier vient d'avoir lieu.

Trois cantons prévoient des essais en 2023

Ariane Rustichelli, directrice de l'Organisation des Suisses de l'étranger (OSE), fait preuve d'un optimisme prudent: «Nous avons confiance dans le processus et espérons que la Poste pourra procéder rapidement aux améliorations requises.» Les défenseurs d'un canal de vote électronique, dit-elle, ont été déçus plus d'une fois. «Nous ne croirons aux avancées que lorsqu'elles seront palpables.» Il est probable que la volonté politique de permettre à l'e-voting de voir le jour dans un futur proche ait pris de l'ampleur grâce à la crise du coronavirus. Cette situation d'exception a montré à quel point les prestations numériques peuvent être précieuses. «La



«Nous avons confiance dans le processus et espérons que la Poste pourra procéder rapidement aux améliorations requises.»

Ariane Rustichelli, directrice de l'Organisation des Suisses de l'étranger (OSE)

cyberadministration contribue à assurer notre démocratie directe», déclare Ariane Rustichelli. Certains cantons – Bâle-Ville, Saint-Gall et Thurgovie – sont intéressés à procéder à des essais en 2023. Et les Grisons souhaitent s’y mettre en 2024.

La Haute école spécialisée publie aussi le code source

Si tous les regards sont actuellement tournés vers la Poste suisse, c’est que la concurrence fait défaut. Le système de vote électronique du canton de Genève a certes fait l’objet d’un suivi, mais seulement dans un domaine. Une équipe de la Haute école spécialisée bernoise, qui avait déjà été consultée précédemment pour les spécifications cryptographiques, a continué de s’occuper du code source dès 2019. Quand le mandat du canton pionnier a pris fin, elle a poursuivi ses travaux dans le cadre d’un projet de cyberadministration de la Confédération. «Nous avons pu mettre en œuvre toutes les parties du système ayant trait à la sécurité», relate le professeur d’informatique Rolf Haenni. Ces efforts ont payé: le code en accès public a atteint un bon niveau de qualité. Des tiers pourraient s’en inspirer, indique Rolf Haenni. «Hélas, aucune entreprise ne s’y est intéressée jusqu’ici.»

Les jeunes font presque tout au moyen de leur smartphone

Développer un système d’e-voting est extrêmement complexe et coûte cher, note Ariane Rustichelli, soulignant que la Poste a déjà investi beaucoup d’argent et de temps pour ce faire. «Nous espérons qu’elle poursuivra son engagement.» La Poste insiste sur l’importance stratégique du projet. «Il y va



«Le plus grand défi est de maintenir la confiance dans notre solution»

Roberto Cirillo, Directeur général de la Poste

de notre avenir dans un monde de plus en plus numérisé: c’est donc un investissement décisif pour la Poste de demain», déclare Silvana Grellmann, porte-parole du géant jaune. Des sondages ont montré que les Suisses appellent de leurs vœux un canal de vote supplémentaire. Et ce souhait ne fera que grandir. «La génération montante a l’habitude de tout faire au moyen d’un smartphone. Elle aurait du mal à comprendre que cela ne soit pas possible pour la participation politique dans un avenir proche.»

La Poste confirme son intention de proposer un système de vote électronique en 2023. Elle subordonne cependant la vitesse à la sécurité. Son directeur général, Roberto Cirillo, a récemment déclaré aux médias: «Le plus grand défi est de maintenir la confiance dans notre solution». L’entreprise communique donc avec transparence la manière dont elle dépiste et élimine les erreurs. En 2021, elle a publié son code source et lancé un programme de primes aux bugs. Elle a reçu près de 130 messages de la sphère des hackers et distribué 97 000 francs aux plus pertinents d’entre eux. La Poste ne révèle pas,

en revanche, les sommes qu’elle dépense par ailleurs pour le vote électronique.

Quand La Poste aura amélioré sa solution informatique, un nouvel audit indépendant sera organisé. Une fois les résultats connus, les cantons pourront agir et demander une autorisation pour de nouveaux essais. Selon les cas, ils devront adapter leur infrastructure, leurs processus, leurs interfaces avec d’autres systèmes et les cartes de vote. «Ce projet d’intégration durera entre un an et un an et demi en raison de différents facteurs et délais», relève Barbara Schüpbach-Guggenbühl, présidente de la Conférence des Chanceliers d’État. D’après elle, introduire le vote électronique lors des élections fédérales de l’automne 2023 est donc un objectif ambitieux. Il est peu probable qu’il puisse être atteint. Les près de 788 000 Suisses qui vivent à l’étranger devront sans doute continuer à se fier au vote par correspondance. Ariane Rustichelli trouverait cela dommage: «Comme les documents arrivent souvent trop tard, bon nombre de Suisses de l’étranger ne pourront pas exercer leurs droits politiques.»

Chaleur, ardeur et fumée



30°

Les nuits glaciales du mois de mai ont un nom: les Saints de glace. «Sophie la froide» est la plus connue: elle est fêtée le 15 mai. C'est à cause d'elle que nous ne mettons les plants fragiles en terre qu'après la mi-mai. Sauf qu'en 2022, le premier jour de canicule a été enregistré en Suisse le 15 mai, avec 30 °C. La Sainte de glace donc eu le sang très chaud cette année.

16

Qu'il est beau de voir que les communes suisses sont présidées par une moitié d'hommes et une moitié de femmes. C'est ça, l'égalité! Pardon, c'est une erreur: seules 16% des plus de 2000 communes suisses sont présidées par une femme. Dans cette minorité, les socialistes sont les plus fortement représentées, et les présidentes de communes UDC, les plus rares.

7'800'000'000

La population active en Suisse a effectué 7,8 milliards d'heures de travail l'an dernier, soit 2,5% de plus qu'en 2020. Cette hausse exprime-t-elle une ardeur accrue au travail, une volonté collective d'augmenter la productivité? Que nenni. Elle s'explique par l'assouplissement des mesures contre la pandémie. Il s'agit donc d'une hausse à bas niveau.

22,5%

Un cinquième des jeunes Suisses – 22,5%, pour être précis –, sont fumeurs. Et deux tiers des adultes qui fument ont commencé à le faire quand ils étaient jeunes. Aujourd'hui, le Fonds de prévention du tabagisme investit 5,5 millions de francs dans une campagne destinée aux jeunes. Ce fonds est financé par une taxe prélevée sur chaque paquet de cigarettes vendu...



37

Peut-on espérer que les jeunes qui renoncent à la voiture ne rêveront pas, lors de la crise de la quarantaine, d'une 12 cylindres vrombissante? Les présages sont favorables. Si l'on compare les mois de mai de 2021 et 2022, on note que le nombre de voitures électriques mises en circulation a augmenté de 37%, et que celui des nouveaux véhicules à essence a baissé de 25%.

La «Revue Suisse», le magazine des Suisses-ses de l'étranger, paraît pour la 48e année six fois par an en français, allemand, anglais et espagnol, en 13 éditions régionales, avec un tirage total de 431000 exemplaires, dont 253000 électroniques.

Les nouvelles régionales de la «Revue Suisse» paraissent quatre fois par an.

La responsabilité du contenu des annonces et annexes publicitaires incombe aux seuls annonceurs. Ces contenus ne reflètent pas obligatoirement l'opinion de la rédaction ni celle de l'organisation éditrice.

Tous les personnes enregistrées auprès d'une représentation suisse reçoivent le magazine gratuitement. Les personnes non inscrites auprès d'une représentation suisse en tant que Suisses-ses de l'étranger peuvent s'abonner (prix pour un abonnement annuel: Suisse, CHF 30.–/étranger, CHF 50.–).

ÉDITION EN LIGNE
www.revue.ch

DIRECTION ÉDITORIALE
Marc Lettau, rédacteur en chef (MUL)
Stéphane Herzog (SH)
Theodora Peter (TP)
Susanne Wenger (SWE)
Paolo Bezzola (PB, représentant DFAE)

PAGES D'INFORMATIONS OFFICIELLES
DU DFAE
La responsabilité éditoriale de la rubrique «Nouvelles du Palais fédéral» est assumée par la Direction Consulaire, Innovation et-Partenariats, Effingerstrasse 27, 3003 Berne, Suisse.
kdip@eda.admin.ch | www.eda.admin.eda

ASSISTANTE DE RÉDACTION
Sandra Krebs (KS)

TRADUCTION
SwissGlobal Language Services AG,
Baden

DESIGN
Joseph Haas, Zürich

IMPRESSION
Vogt-Schild Druck AG, Derendingen

ÉDITRICE
La «Revue Suisse» est éditée par l'Organisation des Suisses de l'étranger (OSE). Adresse postale de l'édition, de la rédaction et du sponsoring: Organisation des Suisses de l'étranger, Alpenstrasse 26, 3006 Berne.
revue@swisscommunity.org
Tél. +41 31 356 61 10
Coordonnées bancaires:
CH97 0079 0016 1294 4609 8 / KBBECH22

CLÔTURE DE RÉDACTION DE CETTE ÉDITION
8 juin 2022

CHANGEMENT D'ADRESSE
Veuillez communiquer tout changement à votre ambassade ou à votre consulat. La rédaction n'a pas accès à vos données administratives.



RECHERCHE DES CHIFFRES: MARC LETTAU

Quand les enfants nous aident à redécouvrir un artiste

Klee exposé par des enfants: au centre Paul Klee à Berne, des enfants ont conçu pour la première fois une exposition sur le célèbre artiste. Ce projet pionnier offre de nouveaux regards sur son œuvre.

EVA HIRSCHI

«Je connaissais déjà Paul Klee», déclare fièrement Angelina. «C'est ma grand-mère qui me l'a fait découvrir. Elle aussi fait de la peinture; ce n'est pas une véritable artiste, mais presque.» La fillette de neuf ans participe à un projet du centre Paul Klee à Berne, dans le cadre duquel des enfants ont pu concevoir pour la première fois une exposition sur le célèbre artiste bernois.

Pendant sept mois, une douzaine d'enfants de huit à douze ans se sont réunis au sein d'ateliers tous les mercredis après-midi. Ils ont réfléchi aux couleurs, aux formes, aux poèmes, mais aussi au choix des œuvres et à l'architecture de l'exposition, et ils ont rédigé eux-mêmes des textes. Ils se sont inscrits au projet seuls ou à l'aide de leurs parents, suite à une annonce du musée.

«C'était une expérience passionnante», relate Martin Waldmeier. Normalement, le curateur œuvre seul, mais il a dû cette fois travailler en

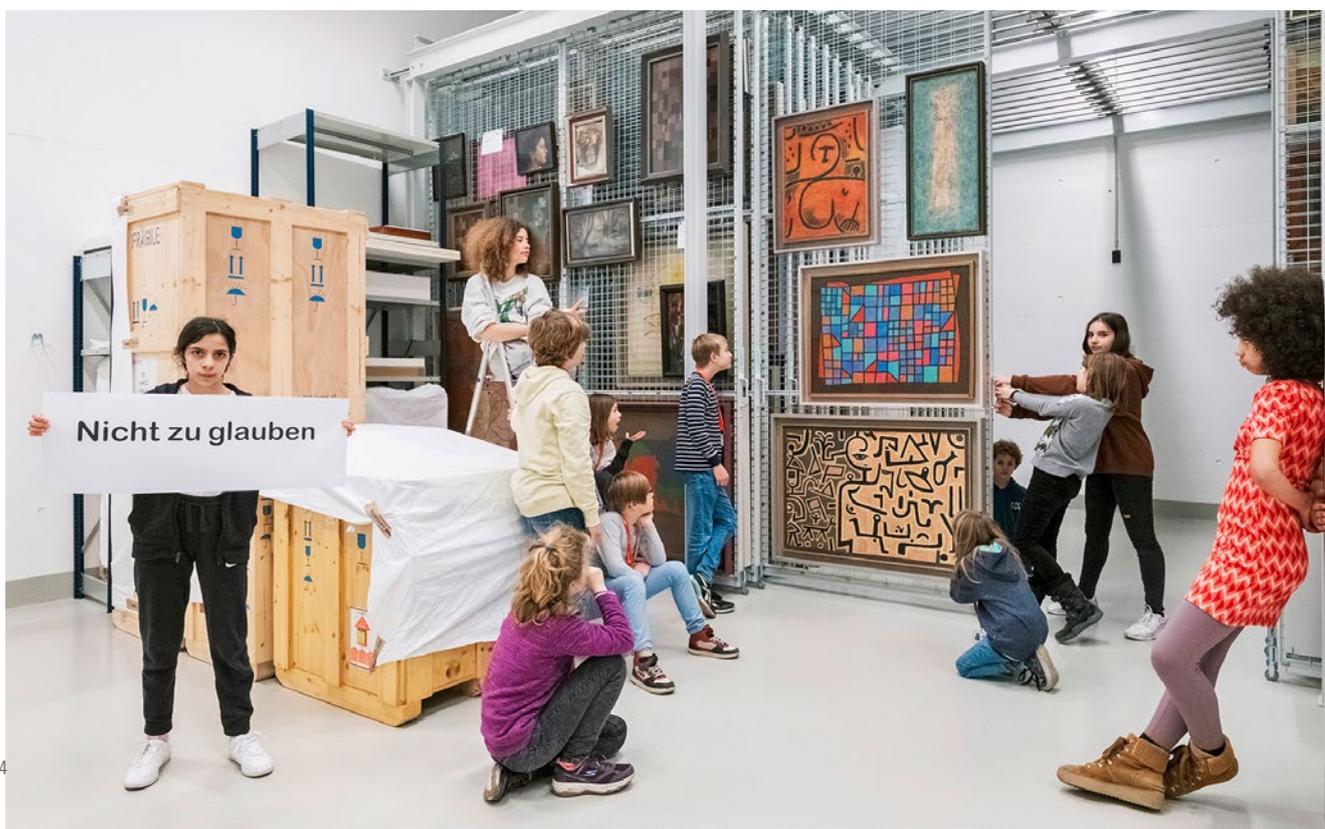
équipe dès le début. Il a opté pour une position en retrait, de manière à laisser les enfants décider. «Nous nous sommes limités à poser quelques limites, par exemple lorsqu'ils ont voulu construire une plateforme à trois mètres de hauteur, d'où l'on aurait pu embrasser visuellement toute l'exposition, et où aurait été installés un automate à boissons et une station de *gaming*», révèle Martin Waldmeier en riant.

L'équipe a toutefois répondu favorablement au souhait des enfants de créer un lieu de rencontre et de calme – ou de *chill*, comme ils l'exprimaient. Au centre de la salle se trouve désormais une petite plateforme rehaussée, avec des sièges cubiques multicolores. De là, on a un bon aperçu sur l'exposition: des parois colorées divisent l'espace en fonction de thématiques, et des poèmes inventés par les enfants à partir de titres de tableaux de Paul Klee remplacent les textes accompagnant d'ordinaire les tableaux.

Un tableau inaugural plein de secrets

L'exposition, intitulée «Un secret lumineux», débute par un tableau isolé. «J'étais très surpris du choix de cette œuvre, déclare Martin Waldmeier. Paul Klee a peint de nombreux oiseaux et petits personnages. Je m'attendais à ce que les enfants choisissent une toile joyeuse.» Au lieu de cela, ils ont choisi la «Façade en verre» de 1940, l'une des dernières œuvres de l'artiste avant sa mort. Et elle contient un secret, puisqu'un autre tableau se trouve à son verso. «Pendant la guerre, le matériel était rare. Paul Klee utilisait donc fréquemment l'autre face de ses toiles. Il n'a toutefois pas terminé ce tableau-ci, et l'a recouvert de peinture rose», explique Katja Lang, du musée pour les enfants Creaviva, qui appartient au centre Paul Klee. Le rose s'est écaillé au fil du temps et a permis de redécouvrir le tableau inachevé. Il montre une personne couchée, et le titre sur le cadre indique: «Fillette mourant et devenant». Katja Lang:

Atelier au dépôt du centre Paul Klee: dans leur rôle de curateurs, les enfants recherchent les œuvres de Paul Klee à la cave.
Photo Martin Waldmeier



«Nous avons enquêté: quelle était donc la signification de ce tableau?»

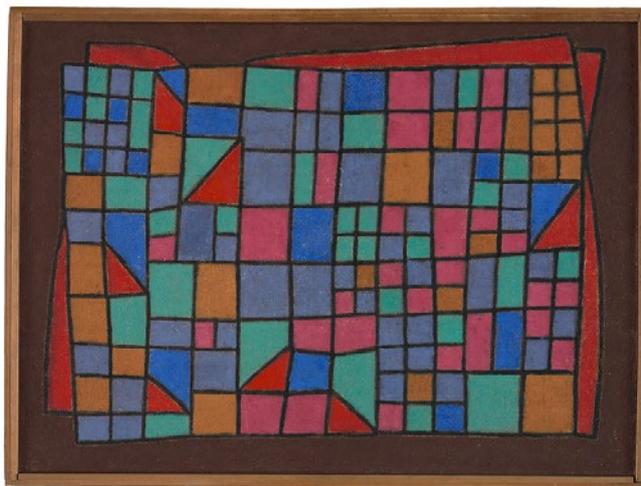
Les collaborateurs du centre Paul Klee viennent de trouver la réponse à cette question: il s'agit probablement d'un portrait de Karla Grosch, l'ancienne amie du fils de Paul Klee, Felix. La famille Klee entretenait en effet des liens intimes avec cette artiste qui avait étudié à l'école du Bauhaus. Quand les nazis ont fermé l'école, en 1933, elle a émigré à Tel-Aviv, où elle s'est noyée sur une plage. Dans l'exposition, son histoire est racontée par les enfants eux-mêmes au moyen d'enregistrements audio.

«Le fait qu'ils aient choisi de mettre en avant une histoire aussi tragique m'a beaucoup étonnée», avoue Katja Lang. La pédagogue a organisé une grande partie des ateliers. «Nous voulions présenter différentes facettes de Paul Klee, mais sans procéder de manière chronologique ou didactique.» Au lieu de miser sur une vision historique de l'art, l'équipe a privilégié une approche intuitive, en mettant l'aspect ludique au premier plan. Néanmoins, Katja Lang relève avoir été «touchée par le sérieux avec lequel les enfants ont abordé ces travaux».

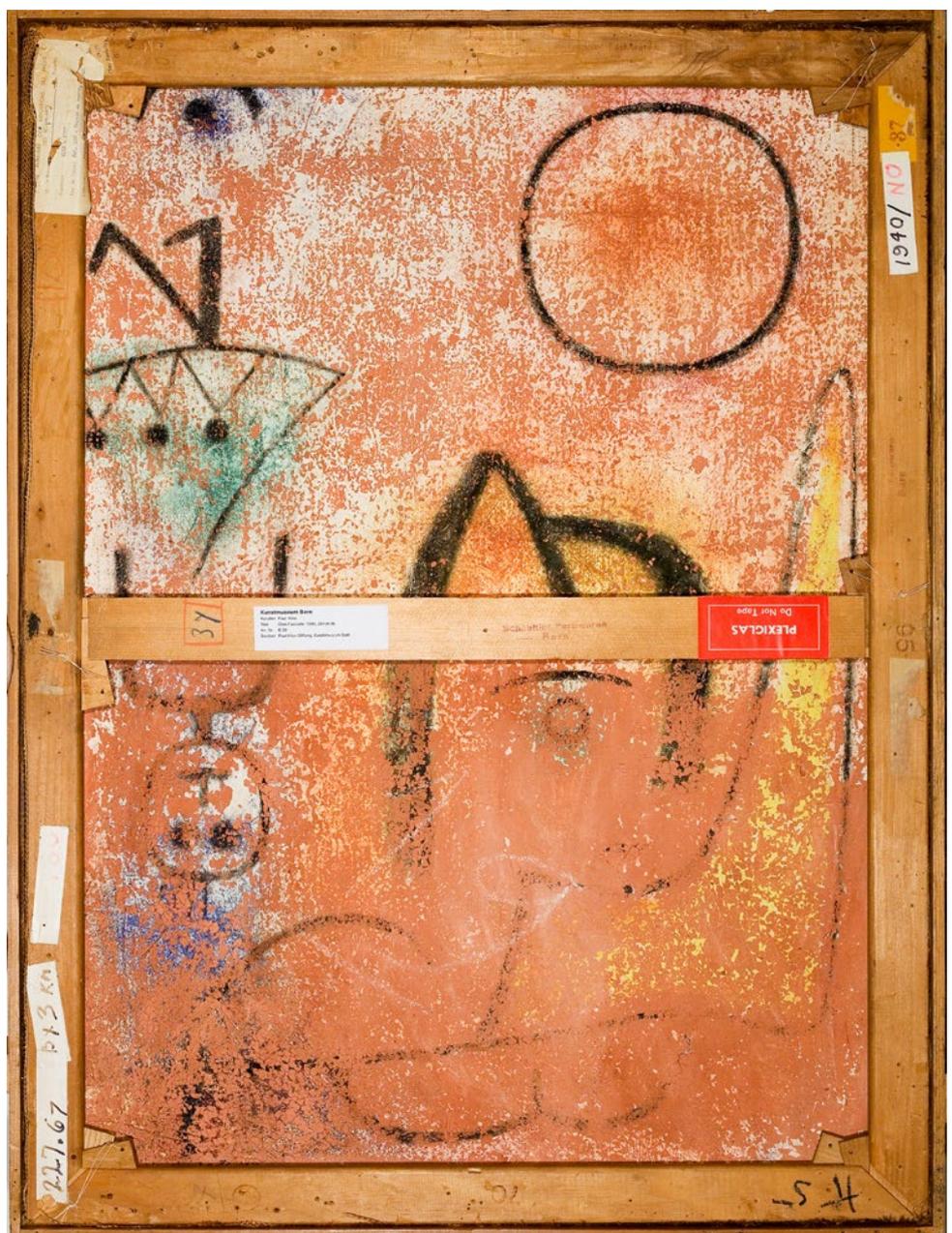
Événements avec les enfants

Ce processus de création est aussi dévoilé dans l'exposition: à l'arrière, un film documentaire donne un aperçu des ateliers et des discussions. Diverses manifestations ont également lieu pendant la durée de l'exposition, auxquelles les enfants participent presque en médiateurs. L'objectif est de redécouvrir Paul Klee à travers leur regard. Angelina se réjouit de ces événements, mais relève qu'il est «étrange de voir autant de personnes spéciales réunies». Cela ne l'empêche pas de se rendre toujours avec plaisir au centre Paul Klee. Même si le musée préféré de la fillette en reste un autre: «Celui avec les animaux morts.»

L'exposition «Un secret lumineux. Klee exposé par des enfants» est encore à voir au centre Paul Klee à Berne jusqu'au 4 septembre 2022. Heures d'ouverture: du mardi au dimanche de 10 à 17 heures.



Paul Klee
«Façade en verre», 1940, 288
Peinture à la cire sur jute
sur toile
71,3 x 95,7 cm
Centre Paul Klee, Berne

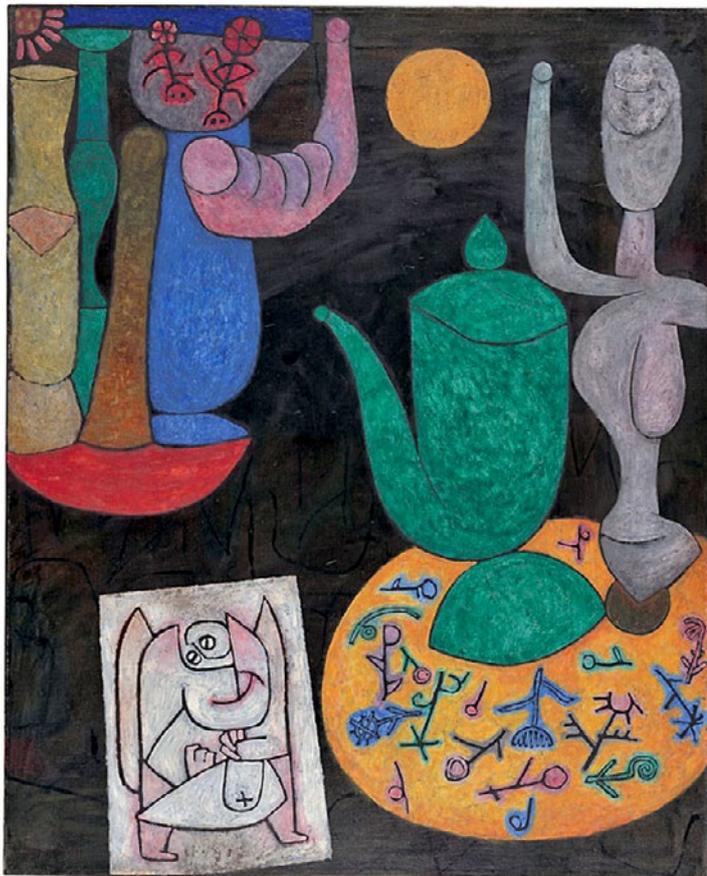


Verso de «Façade en verre»:
«Fillette mourant et devenant», 1940, 288
71,3 x 95,7 cm
Centre Paul Klee, Berne

Paul Klee
«Double», 1940, 236
Peinture à la colle sur papier sur carton
52,4 x 34,6 cm
Centre Paul Klee, Berne



Paul Klee
«Cimetière», 1920, 79
Huile et plume sur lin
17 x 25,5 cm
Collection privée, Suisse
Dépôt au centre Paul Klee, Berne



Paul Klee
«Sans titre» (dernière nature morte), 1940
Huile sur toile 100 x 80,5 cm
Centre Paul Klee, Berne,
Donation de Livia Klee



Paul Klee
«Belle-mère», 1939, 497
Aquarelle et crayon sur papier sur carton
27 x 21,4 cm
Centre Paul Klee, Berne
Donation de Livia Klee



Un village de montagne qui résiste

À Guttannen, dans l'Oberland bernois, on est depuis toujours habitué aux hivers rigoureux et aux avalanches. Avec le changement climatique, ce sont maintenant les coulées de boue qui menacent en été. Toutefois, les habitants du village de montagne ne veulent pas entendre parler de déplacement.

THEODORA PETER

«Tout grondait, le sol tremblait: c'était comme un tremblement de terre». Aujourd'hui retraité, Edi Schläppi était inspecteur des routes suppléant quand, le 22 août 2005, dans le bassin de la Rotlouwi, 500 000 mètres cubes d'éboulis et de terre ont dévalé de la montagne. Il avait beaucoup plu au cours des jours précédents, mais personne au village n'avait anticipé une telle violence de la nature. Edi Schläppi non plus: «Ce que j'ai vécu est indescriptible.»

Il a été appelé pour voir ce qu'il se passait sur la route cantonale au-dessus du village. Une immense coulée de pierres et de boue s'était déversée sur plusieurs centaines de mètres dans la combe et sur la route. L'Aar avait gonflé en lac, et la rivière se frayait de nouvelles voies... à travers le village. Dans l'église, l'eau atteignait un mètre de haut. Une marque et un panneau intitulé «Die Aare kommt» (L'Aar déferle) témoignent de ces événements remontant à 17 ans. Aujourd'hui, l'église du village consti-

tue l'une des 28 stations du sentier thématique «Das Wetter und wir» (La météo et nous), inauguré en 2021, qui débute devant l'hôtel de ville et propose un circuit de trois kilomètres autour de Guttannen. Les panneaux d'information contiennent un code QR permettant de télécharger des fichiers audio. Sur ces bandes, les habitants de Guttannen, et parmi eux Edi Schläppi, racontent leurs expériences personnelles avec les événements naturels et le climat: des avalanches en hiver aux coulées de boue en été, en passant par le foehn qui souffle depuis le col du Grimsel plus de 100 jours par an.

Fonte du pergélisol

Le sentier thématique mène également sous la paroi rocheuse de Rotlouwi. Depuis la grande coulée de boue de 2005, celle-ci est en mouvement et suscite une inquiétude permanente. Les températures croissantes sont notamment en cause: elles accélèrent non seulement le re-

En août 2005, l'Aar a traversé le village de Guttannen et rempli les rues et les caves de boue.
Image d'archive
Grimselfoto.ch

trait du glacier, mais font aussi fondre le pergélisol en altitude. Les régions de montagne suisses sont particulièrement touchées par le changement climatique. Depuis l'époque préindustrielle, la température moyenne y a augmenté d'environ 2 °C, soit presque le double de la moyenne mondiale.

Les conséquences concrètes pour Guttannen apparaissent clairement lors de forages près du glacier Homadletscher, à 2500 mètres d'altitude. Plus il fait chaud, plus la couche supérieure de pergélisol fond en profondeur. De ce fait, le sous-sol rocheux perd en stabilité, et les parois glissent. Ces sondages servent également à alerter en amont sur les glissements de terrain qui menacent.

De l'autre côté de la vallée, le Spreitgraben est également surveillé de près. En 2009, plusieurs glissements de terrain accompagnés de coulées de pierres se sont produits sur le sommet voisin du Ritzlihorn. Ils ont progressivement rempli le lit de l'Aar, dans la vallée, de gravats et de sable. Cela a accru le risque de voir le hameau de Boden submergé en cas de nouvelles coulées. Les 30 habitants concernés ont même dû se préparer à devoir quitter leur foyer pour toujours. Mais finalement, le déplacement a pu être évité. En 2014, les experts ont estimé la probabilité d'une menace comme faible pour les 25 prochaines années. En revanche, certaines maisons situées trop près de la zone de danger ont dû être abandonnées.

Pas qu'un «lieu de catastrophes»

Werner Schläppi-Maurer préside la commune depuis 2019 et gère la menuiserie du village. «Les événements naturels soudent la population locale», affirme-t-il, en parlant sciemment d'«événements» et non de «dangers». «Ici, nous vivons avec la nature et ses forces primitives». L'homme de 61 ans s'engage pour le développement durable de la



«Les événements naturels soudent les villageois.»

Werner Schläppi-Maurer, président de la commune de Guttannen



commune, qui compte 260 habitants. Cela lui déplaît que le village ne soit perçu que comme un «lieu de catastrophes» dans les médias. «Nous ne voyons pas seulement les risques, mais aussi les opportunités.»

Werner Schläppi-Maurer préside aussi l'association «Guttannen bewegt» (Guttannen bouge), qui souhaite assurer un avenir viable au village, y attirer de nouveaux arrivants et favoriser le tourisme doux. Le sentier thématique n'est qu'un des projets lancés récemment. Pendant les mois d'été, des nuitées peuvent être réservées dans une «Ecocapsule». Cette micromaison écologique au cœur du village est autonome en énergie et n'émet pas de CO₂: des cellules solaires intégrées et un générateur éolien produisent l'énergie nécessaire pour l'électricité, le chauffage, l'aération et le recyclage d'eau de pluie.

Par ailleurs, Guttannen a construit l'hiver dernier un stûpa de glace dans le cadre d'un projet de recherche de l'université de Fribourg. L'idée d'ériger une pyramide de glace en guise de réservoir d'eau pour les étés secs vient du Ladakh, dans le nord de l'Inde, où les pluies se font de plus en plus rares. Grâce au stûpa de glace de Guttannen,

Depuis 2009, les coulées de boue emplissent peu à peu le lit de l'Aar. Cela accroît le risque d'inondations dans le hameau de «Boden», situé en bas à droite sur la photo.

Image d'archive
Grimselfoto.ch

Nouvelle loi sur la protection du climat

Un an après l'échec de la loi sur le CO₂ en votation populaire, le Parlement suisse effectue une nouvelle tentative pour atteindre les objectifs de l'accord de Paris sur le climat. En juin, le Conseil national a ouvert la voie à une loi sur la protection du climat visant à réduire à zéro les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050. Le Conseil des États étudiera le projet en septembre.

Ce projet de loi prévoit des objectifs d'étapes concrets et contraignants pour l'industrie, les transports et les bâtiments. Afin que usines, voitures et chauffages émettent moins (ou pas du tout) de gaz à effet de serre à l'avenir, des incitations financières et des programmes de subventions sont prévus: près de 2 milliards de francs pour le remplacement des chauffages au mazout et au gaz et 1,2 milliard pour la promotion de technologies industrielles respectueuses de l'environnement.

Ce projet de loi est la réponse du Parlement à l'initiative pour les glaciers, déposée en 2019, qui exige un bilan climatique neutre pour la Suisse d'ici 2050, puis une interdiction des combustibles et carburants fossiles (mazout, gaz, essence, diesel et charbon). Le comité d'initiative – dont fait partie Jacques Dubochet, biophysicien et lauréat du prix Nobel – s'est dit prêt à retirer son texte pour que la loi sur le climat puisse entrer en force rapidement. À la condition cependant que le Conseil des États n'affaiblisse pas le projet. L'UDC, en particulier, s'oppose à des mesures strictes et mise sur une protection du climat «volontaire». Il est donc fort possible que le peuple ait le dernier mot. (TP)

<https://gletscher-initiative.ch/fr>

les chercheurs ont pu étudier des processus de gel et de fonte. Les résultats permettront aux personnes concernées dans l'Himalaya indien de peaufiner leurs stratégies d'adaptation.

Endiguer l'exode rural

Guttannen et la région du Grimsel se sont eux aussi dotés d'une «stratégie d'adaptation climatique» en 2016. Ce document contient toute une palette de champs d'activité, de la protection face aux dangers naturels à l'aménagement du territoire, en passant par le développement social et économique. Outre le changement climatique, le village de montagne subit également les conséquences du vieillissement et de l'exode rural. «La génération des 30 à 45 ans nous manque», constate Werner Schläppi-Maurer. Comme toujours moins d'enfants voient le jour ici et le canton de Berne a voulu fermer l'école en 2019 en raison du trop faible nombre d'élèves. Afin que les enfants puissent continuer à fréquenter l'école du village de la pre-



En 2005, dans le bassin de la Rotlouwi, 500 000 mètres cubes d'éboulis ont dévalé en tonnant de la montagne.

Image d'archive
Grimsselfoto.ch



Les coulées de boue déploient une force colossale: ce fragment de roche géant a été déplacé sur plusieurs centaines de mètres.

Image d'archive
Grimsselfoto.ch



Le climat et tous ses défis sont présents partout: un anémomètre sur le sentier thématique «Das Wetter und wir».

Photo Guttannen-bewegt.ch



Des panneaux immortalisent les témoignages des villageois sur le climat et la météo. Ici, il est question du foehn, qui souffle souvent très fort dans la vallée.

Photo Guttannen-bewegt.ch

mière à la sixième année, la commune la finance depuis lors par ses propres moyens.

Pour offrir de la place aux nouveaux arrivants et aux personnes qui reviennent s'installer au village, la commune a acquis des maisons vides, dans lesquelles vivaient autrefois les employés de la centrale électrique d'Oberhasli. Le président de la commune peut déjà s'enorgueillir d'un premier succès, puisqu'une famille s'est entre-temps installée au village. Pour les anciens habitants comme Edi Schläppi, c'est une bonne nouvelle. Pour lui, il est hors de question de quitter Guttannen: «Mon pays, c'est ici.»

Le «géant orange» reste abstinent

Les supermarchés et les restaurants de Migros continueront à ne proposer ni vin, ni eau-de-vie, ni bière. Près de 80 % des membres de la coopérative ont rejeté en bloc la vente de boissons alcoolisées.

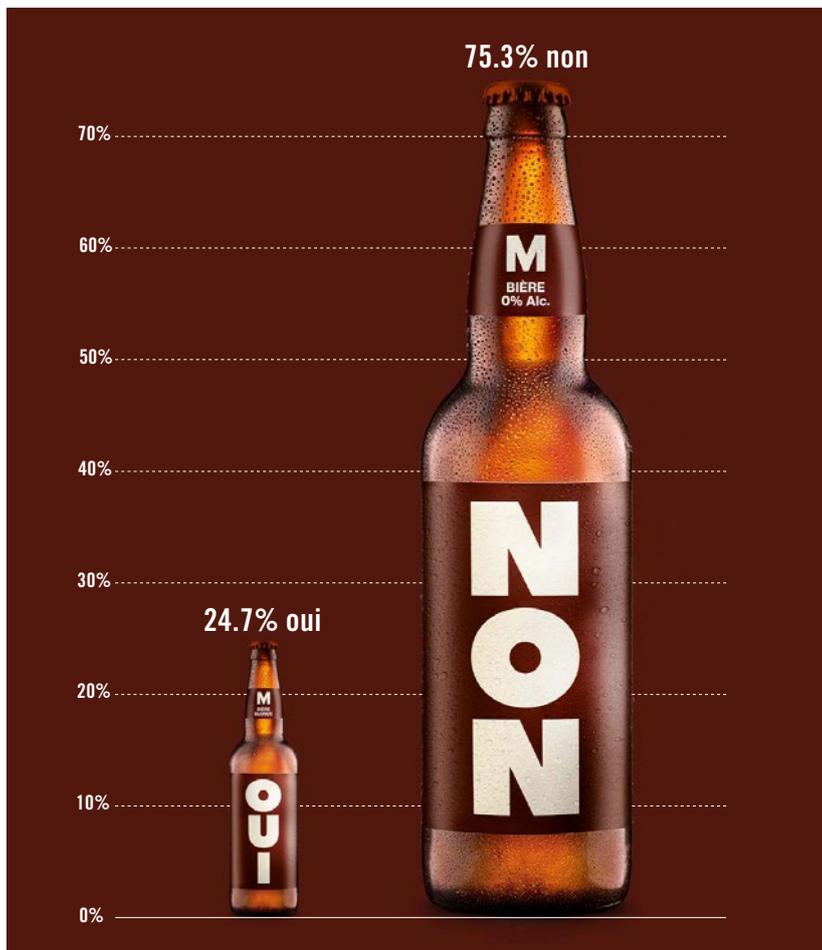
THEODORA PETER

«Oui» ou «non»? Telle était la question, illustrée par deux marques de bière avec ou sans alcool. Le verdict a été clair. Les dix coopératives régionales de Migros ont répondu «non». Le refus de la vente d'alcool a donc été net, atteignant par endroits jusqu'à 80 %. La part de «non» a été la plus basse dans les cantons viticoles du Valais (60 %), du Tessin (55 %), de Genève (65 %) et de Vaud (69 %). À l'échelle suisse, plus de 630 000 personnes ont participé à la consultation de la base, soit près de 29 % des 2,2 millions de coopérateurs inscrits.

De l'alcool dans le shop en ligne

L'alcool est interdit depuis bientôt 95 ans dans les magasins du «géant orange», surnommé ainsi parce que le logo du grand distributeur est un «M» orange. Son fondateur, Gottfried Duttweiler (1888–1962), a fait inscrire cette interdiction dans les statuts de la coopérative en 1928. Lui-même amateur de vin et fumeur de cigares, Gottfried Duttweiler a cependant renoncé à la vente lucrative de stupéfiants légaux – alcool et tabac – par égard pour la santé du peuple. Notons que Migros contourne l'interdiction depuis longtemps déjà, puisqu'on trouve des boissons alcoolisées dans la boutique en ligne de l'enseigne, dans les magasins Migrolino aux abords des gares et des stations-service ainsi que chez Denner, filiale de Migros. Et cela ne changera pas à l'avenir.

Les organisations d'aide aux personnes dépendantes, comme la Croix-Blanche, sont tout de même soulagées que Migros confirme à présent s'en tenir à la non-vente d'alcool dans ses supermarchés. Car les alcooliques abstinentes courent sans cesse le risque de retomber dans leur ancienne dépendance lorsqu'ils sont



Naissance d'une marque: la bière sans alcool «Non» sera bientôt vendue chez Migros. Sa version alcoolisée, la bière «Oui», ne fera donc pas partie de l'assortiment, puisque seuls 24,7 % des votants ont dit «oui» à la vente d'alcool. Photo DR

confrontés à de la bière, de l'eau-de-vie ou du vin en faisant leurs courses. En outre, les magasins sans alcool constituent un engagement en faveur de la promotion de la santé.

Les valeurs l'emportent sur le chiffre d'affaires

Le «Groupe pour les Valeurs M» s'est lui aussi investi contre la vente d'alcool, sous la houlette de l'ancien directeur de Migros, Herbert Bolliger. L'homme de 69 ans s'est dit satisfait de la clarté du résultat du vote: «Cela montre bien que certaines valeurs sont plus importantes que l'augmentation du chiffre d'affaires.» D'après

lui, les boissons non alcoolisées permettent aussi de gagner de l'argent, et de plus elles sont à la mode. Il est vrai que les bières sans alcool connaissent un véritable boom en Suisse. Migros commercialisera d'ailleurs sa nouvelle marque de bière «Non» dès 2023.

Pour l'actuel patron de Migros, Fabrice Zumbrunnen, la question de l'alcool est donc réglée au moins «pour cette génération». Le débat avait été lancé par les délégués de la Fédération des coopératives Migros il y a un an. Les personnes favorables à la vente d'alcool y voyaient une possibilité d'accroître le chiffre d'affaires. En fin de compte, elles sont restées nettement minoritaires.



L'initiative contre l'élevage intensif fait débat y compris dans le bio

Soutenue par la fondation Franz Weber et Greenpeace, l'initiative contre l'élevage intensif souhaite que les critères de Bio Suisse deviennent la norme. Les paysans sont partagés, y compris les agriculteurs biologiques. Reportage dans le Jura.

STÉPHANE HERZOG

Le ciel est bas sur l'horizon de Develier, un bourg situé à cinq kilomètres de Delémont. Noël Saucy se tient sur le seuil de sa maison. Poignée de main et sourire francs. L'homme désigne sa maison d'un geste. Les Saucy travaillent ici depuis cinq générations. En 2002, ils ont investi dans un corps de ferme séparé, situé à 200 mètres en amont. Nous y découvrons un hangar de 180 mètres carrés et de quatre mètres de haut. Là vivent et pondent 2000 poules. À côté, l'épouse de Noël, Agnès Saucy, contrôle et nettoie des œufs qui viennent à elle sur un tapis roulant. Chaque œuf est daté et marqué d'un zéro, signe qu'il provient d'une exploitation aux normes de Bio Suisse. Il en arrive entre 1600 et 1900 chaque jour, vendus 47 centimes à un grossiste.

Les Saucy ont abandonné l'agriculture conventionnelle en 2002. La fromagerie du village allait passer au bio. La transition a duré deux ans. Leur ferme détenait déjà 1000 pondeuses. En 2007, elle passe à 3000 poules, réparties dans deux bâtiments. Une exploitation bio peut détenir un maximum de 4000 poules et en accueillir la moitié dans un seul poulailler. L'élevage conventionnel permet lui de réunir 18000 pondeuses dans un même poulailler et 27000 poulets d'engraissement jusqu'à 28 jours de vie. «Le bio est plus exigeant. Nous avons été fiers de réussir cette conversion. Nous avons repris conscience de certaines choses en lien avec la nature», résume Noël Saucy, dont on retrouve les produits sur les étals de la Migros. Cela n'empêche pas ce paysan de 57 ans d'être opposé à l'initiative contre l'élevage intensif, sur laquelle les Suisses voteront le 25 septembre. «Si tout le

monde passe au bio, nos produits ne sortiront plus du lot», dit-il, contre l'avis de Bio Suisse.

Le fourrage et la dignité animale au centre du débat

À Develier, les poules pondeuses de la famille Saucy vivent leur vie dans des conditions qui se distinguent nettement de celles des poules pondeuses détenues en batterie, interdites en Suisse depuis 1992. Les animaux se déplacent librement dans une volière et pondent dans des nichoirs protégés de la lumière. Elles picorent dans un hangar dont le sol est paillé et ont accès à un parc extérieur recouvert de copeaux de bois. Par beau temps, elles gambadent dans un pâturage et trouvent de l'ombre sous les sureaux ou

L'initiative exige notamment que les animaux d'élevage aient assez d'espace et que les conditions de leur détention soient convenables. Ici: les poules de la ferme bio Saucy.

Photo Stéphane Herzog

d'autres arbres fruitiers. Les poules sont productives durant 11 mois, avant de filer à l'abattoir et d'être remplacées par des gallinacés âgés de 18 semaines. Chez eux, le pâturage doit laisser 5 mètres carrés de terrain par poule. L'élevage conventionnel ne prévoit que la moitié de cette surface. Ici, la nourriture est issue de l'agriculture biologique et les déjections des poules sont réutilisées sur place. «Depuis 20 ans, nous utilisons zéro kilo d'engrais du commerce pour nos champs», se réjouit le Jurassien, dont la ferme héberge 45 vaches laitières. Le fourrage y est produit sur place.

Le fourrage? Spécialiste de l'alimentation à Greenpeace, Alexandra Gavilano, pointe le poids environnemental considérable des importations de soja et de céréales pour nourrir des animaux. Et de regretter





que «les taxes d'importation du fourrage aient été diminuées depuis la guerre en Ukraine». La militante appelle les Suisses à diminuer leur consommation de viande, de lait et d'œufs. L'idée est que les végétaux devraient d'abord servir à nourrir les humains! L'initiative possède aussi un fort versant éthique. «La dignité de l'animal comprend le droit de ne pas faire l'objet d'un élevage intensif», défendent les partisans ce de texte. Ceux-ci soulignent que seuls 12 % des animaux d'élevage ont accès à un pré durant leur vie et que jusqu'à 4 % des animaux d'élevage meurent avant d'avoir été emmenés à l'abattoir.

Confrontés à ces chiffres, Noël Saucy relativise. «Les fermes à 18000 poules disposent aussi de jardins d'hiver et de pâturages», avance-t-il.

Un tampon pour le bien-être animal: le code 0-CH-BIO est appliqué sur les œufs des fermes qui remplissent les critères de Bio Suisse.

Photo Stéphane Herzog

Les exploitations conventionnelles peuvent détenir jusqu'à 18000 poules par halle. Les défenseurs des animaux dénoncent cette densité et leur impact sur le bien-être animal. Ici: élevage de poules à Daillens (VD).

Photo Keystone

L'initiative prévoit que la Confédération protège l'agriculture suisse? Il dit craindre pour son commerce. «Si la production recule, du fait de la baisse du nombre de poules par ferme, nous serons concurrencés par la volaille étrangère qui est élevée dans des conditions nettement moins bonnes qu'en Suisse.» Dans l'Union européenne, les fermes à poules peuvent accueillir jusqu'à 100 000 animaux. L'agriculteur estime qu'il serait problématique de multiplier la construction de petites fermes bio, un modèle qui est pourtant le sien! Les initiants pensent au contraire que celles-ci seraient favorables au bien-être animal.

Un système de loyauté entre les paysans

En cas d'acceptation de l'initiative, environ 5 % des exploitations suisses seraient contraintes de modifier leur mode d'élevage. Greenpeace indique que 237 fermes possèdent plus de 12000 poules, représentant 43 % du cheptel suisse. Comment expliquer

qu'une partie des fermiers bio combatte l'initiative? Membre de l'organisation Uniterre, l'agricultrice jurassienne Christine Gerber a son idée là-dessus. «Les hommes sont pris dans un système de loyauté vis-à-vis de leur pairs et retenus par leur éducation, alors que nous les femmes, nous portons les enfants. Nous avons des responsabilités pour le futur», dit-elle. Installée dans les Franches-Montagnes, sa ferme est un îlot néo-pay-san. On n'y mange de la viande que deux fois par semaine.

Christine Gerber se dit favorable à une baisse de la production de volaille et de porcs. Elle regrette les projets visant à augmenter la production de lait. «Plus de vaches, c'est encore plus de lisier. Or la terre en est déjà surchargée», dit-elle. En situation de sécheresse, la paysanne envisagerait de réduire son cheptel. Elle souligne le temps long donné par l'initiative – soit 25 ans – pour organiser une transition vers une agriculture biologique. «Il y aura plus de fermes de petite taille, c'est positif», espère-t-elle.

Agir avant les pénuries de fourrage

Pour Greenpeace, cette transition arrivera tôt au tard, en raison de pénuries de céréales et de fourrage, dans un environnement sous pression. «Il faut aider les agriculteurs dépendants de ce système de production et des grands distributeurs», lance Alexandra Gavilano. Elle estime que l'acceptation de l'initiative permettrait de «créer une base politique pour la création d'un fonds de transformation de l'agriculture». Le Conseil fédéral a proposé un contre-projet direct à ce texte. Il aurait imposé que tous les animaux de rente bénéficient de sorties régulières. Le Conseil national n'en a pas voulu.

Pro: elevation-intensif.ch

Contra: non-initiative-elevation-intensif.ch



«Le français est en passe de tuer ma langue maternelle»

L'originalité linguistique des textes d'Agota Kristof sur la guerre, le meurtre et l'assassinat, est due au fait que le français a toujours été pour elle une «langue ennemie».



Ágota Kristóf
(1935–2011).
Photo: Yvonne Böhrer

CHARLES LINSMAYER

En Suisse, aucun livre n'a jamais traité de la guerre d'une manière aussi directe, crue, atroce et brutale. Agota Kristof (1935–2011) dans sa trilogie romanesque : «Le grand cahier», «La preuve» et «Le troisième mensonge», s'exprime, en effet, dans une langue incomparable à toute autre. Et c'est une expérience profondément bouleversante de découvrir dans cette oeuvre ce que des êtres humains, dépourvus de toute humanité, sont capables de faire à leurs semblables.

Guerre, terreur et fuite

Née le 30 octobre 1935 dans la ville de Csikvánd, en Hongrie, Agota Kristof a neuf ans quand les troupes allemandes envahissent son pays, soit le même âge que les jumeaux qui, dans sa trilogie, connaîtront la guerre et plus tard le stalinisme. Pendant ses études au gymnase, elle tombe amoureuse de son professeur d'histoire, et prend la fuite avec lui et leur fille lors de l'invasion russe qui suit l'insurrection hongroise. Ils traversent la frontière autrichienne. «J'ai laissé mon journal intime en Hongrie, codé dans une écriture secrète, se rappellera-t-elle plus tard, tout comme mes premiers poèmes. J'ai laissé mon frère et mes parents, sans les prévenir, sans leur dire adieu ou au revoir. Mais surtout, ce jour-là, à la fin de novembre 1956, j'ai perdu mon appartenance à un peuple.»

Horlogère à Neuchâtel

De l'Autriche, elle poursuit son voyage jusqu'en Suisse, où elle trouve un emploi à Neuchâtel, dans une fabrique de montres. Elle apprend le français et reprend ses tentatives littéraires dans cette langue. Jusqu'à la fin, cependant,

elle décrira le français comme une «langue ennemie». Parce qu'elle ne parviendra jamais à l'écrire sans fautes, mais seulement à l'aide d'un dictionnaire sans cesse consulté. «Et parce

«Pour écrire des poèmes, l'usine est très bien. Le travail est monotone, on peut penser à autre chose, et les machines ont un rythme régulier qui scande les vers. Quand le poème prend forme, je note.»

(Extrait d'un article de la revue «du» de 1990, paru dernièrement dans «L'Analphabète», aux éditions Zoé, 2021)

que cette langue est en passe de tuer ma langue maternelle.» À défaut de l'attention des médias, elle attire au début celle du grand public par ses pièces de théâtre et radiophoniques montées par des troupes d'amateurs à Neuchâtel ou diffusées par la Radio Suisse Romande.

Un succès mondial inattendu

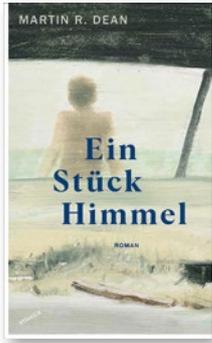
Quand sa première œuvre en prose, «Le grand cahier», paraît en 1986 aux éditions du Seuil, à Paris, elle a la surprise de constater que non seulement ce roman, mais aussi ses suites, «La preuve» (1988) et «Le troisième mensonge» (1991), font d'elle une autrice

lue dans le monde entier, bien qu'elle n'y parle en fin de compte de rien d'autre que de la violence insupportable de l'existence. Dans une langue qui, comme elle la maîtrise avec peine, pourrait être issue d'un livre de lecture pour les débutants et qui, par son laconisme, ne transmet que froid et vacuité, elle évoque l'époque oppressante qu'elle a vécue en Hongrie durant son enfance. Tout est gris, le blanc n'y apparaît que sous une forme souillée. Les personnages sont interchangeable, changent de nom. Dans leurs sentiments étouffés, un mot comme l'amour n'a pas sa place, le plus faible reproduit ce que le plus fort lui fait subir, et du meurtre à l'assassinat en passant par la trahison et l'inceste, il se produit toujours des choses atroces que rien de plausible ne motive. Avec ses traumatismes monstrueux et sa cruauté brute, cette trilogie – qui met en scène dans des constellations changeantes les jumeaux Claus et Lucas, liés par une relation symbiotique – a quelque chose d'un mythe archaïque, qui manque à un roman plus tardif comme «Hier», situé dans le Jura et paru en 1995. En lisant les textes d'Agota Kristof, on ne peut les comparer à ceux d'aucun écrivain suisse, mais l'on pense à Kafka, à Daniil Kharms, à Beckett, ou à ce désespoir que rien n'atténue et que suggèrent les dernières phrases de la trilogie: «Une fois que Mère sera morte, il ne me restera plus aucune raison de continuer. Le train, c'est une bonne idée.»

BIBLIOGRAPHIE: Les œuvres d'Agota Kristof sont disponibles en français aux éditions du Seuil, à Paris, et en allemand au format livre de poche chez Piper.

CHARLES LINSMAYER EST SPÉCIALISTE EN LITTÉRATURE ET JOURNALISTE À ZÜRICH

Après l'heure zéro



MARTIN R. DEAN:
Ein Stück Himmel.
Roman. Éditions Atlantis,
Zurich, 2022.

Un bref instant d'inattention, une coïncidence stupide – et la vie bascule. C'est ce qu'il arrive à Samuel Butt, artiste plein de vitalité. Lorsqu'il se réveille, il est attaché à une table d'opération et reçoit le premier diagnostic: paralysie incomplète. À côté de lui se tient son ami Florian Füssli, assistant au bloc opératoire.

Dans son nouveau roman «Ein Stück Himmel» (Un morceau de ciel, non traduit), Martin R. Dean met une amitié à l'épreuve de cette situation extrême. Sam et Florian se sont perdus de vue depuis trois ans. Leurs retrouvailles inopinées leur rappellent d'anciens souvenirs et font également apparaître leurs différences fondamentales. Épris de liberté, Sam souffre énormément de sa paralysie, tandis que le fidèle Florian tente de l'aider

comme il peut. Ils ont toujours été ainsi, depuis qu'ils ont fréquenté les mêmes bancs à l'école.

En alternant les perspectives de narration, Martin R. Dean relate le mal qu'a Sam à se faire à la discipline de sa vie en fauteuil roulant. Florian essaie d'être à ses côtés. Finalement, tous deux partent pour le Portugal, dans l'espoir de faire renaître leur vieille complicité. La réussite ne sera pas au rendez-vous. L'artiste raté reste récalcitrant, et le médecin a l'impression d'être «l'idiot de l'industrie de la santé». Il faut blesser pour guérir: telle est sa devise. Elle révolte Sam, qui ne peut accepter qu'une liberté totale.

Dans leur for intérieur, ils sont tous les deux chamboulés. D'une nature timide et réservée, Florian jalouse la vitalité de son ami, tandis que Sam rumine ses échecs. Sa carrière d'artiste a depuis longtemps du plomb dans l'aile, de sorte qu'il ne lui est resté que la liberté, et l'amour.

«Ein Stück Himmel» sonde cette relation difficile avec subtilité et la place dans un contexte qui véhicule un certain inconfort à la lecture. C'est un instant d'inattention qui met une vie sens dessus dessous. Martin R. Dean parvient à immerger le lecteur dans le sujet et le confronte durablement à une expérience qui peut nous arriver à tous, à tout instant. Comment y réagir? En se rebellant, comme le fait Sam, ou en s'y soumettant, comme le conseille Florian? Par ce dilemme, Martin R. Dean nous tient en haleine jusqu'à la fin amère de son livre. La scène consolatrice finale n'est qu'une réminiscence des jours heureux.

BEAT MAZENAUER

Une porte ouverte sur la beauté aride de l'Arizona



INEZONA:
«A Self Portrait».
Czar of Crickets,
2022.

Son nom évoque les paysages désolés et secs de l'Arizona. Une contrée semée de cactus géants et éblouie par un soleil de plomb. Inezona évoque aussi la culture de cette région, melting-pot d'influences occidentales et mexicaines. En Arizona, la musique country, americana et roots rencontre les sons des mariachis. On y chante tantôt en anglais, tantôt en espagnol. Souvent dans la même chanson.

Ces dernières années, Ines Brodbeck a passé beaucoup de temps dans ce coin du monde, et plus précisément dans la ville de Tucson. La chanteuse bâloise s'est fortement inspirée de sa nouvelle patrie de cœur et a enregistré des disques avec des musiciens de Tucson. L'esthétique du groupe Calexico, connu dans le monde entier, traverse depuis

ses chansons. Le fait que son compagnon de route musical, le guitariste et producteur Gabriel Sullivan, ainsi que d'autres musiciens, jouent d'ordinaire dans ce groupe n'a donc rien d'étonnant.

Le nouvel album d'Ines Brodbeck, «A Self Portrait», témoigne une fois encore de son amour pour l'Arizona. Il en émane une beauté aussi tendre que mystique. Des guitares, des banjos et des ukulélés façonnent son ambiance, rythmée par des percussions parfois jouées avec des ustensiles de cuisine.

L'Arizona et l'Europe centrale se mêlent harmonieusement et authentiquement pour donner naissance à un univers original, dans lequel Ines Brodbeck est comme à la maison. Elle nous ouvre la porte d'Inezona et nous invite à entrer. Mais, cette fois, elle se passe de paroles. C'est nouveau. «A Self Portrait» est un album instrumental, enregistré en solo par la chanteuse chez elle en Suisse. C'est aussi une nouveauté. Seules quelques voix se font entendre sur les 39 minutes de l'album. Elles servent plutôt de touches sonores que de chant, tandis que la musique des dix compositions parle d'elle-même, exprimant la nostalgie, le souvenir et l'espoir. Une sorte d'urgence cinématographique, intuitive et intime inonde l'œuvre.

«A Self Portrait» est un album qui donne à entendre l'esprit de l'Arizona, et qui se passe à merveille de paroles.

MARKO LEHTINEN

La saison d'alpage bientôt patrimoine culturel de l'Unesco?

Les prairies alpestres et les refuges de montagne sont les symboles d'une vie proche de la nature. La saison d'alpage est une tradition à protéger, estime la Suisse. Elle candidate pour une inscription sur la liste du patrimoine culturel immatériel de l'Unesco.

EVA HIRSCHI

Des vaches ornées de couronnes de fleurs et de grandes cloches qui descendent majestueusement la montagne, suivies par des vachers en habit traditionnel, bâton à la main, et un chien de troupeau qui gambade autour d'eux. Tous les Suisses ont dans les yeux l'image de la désalpe, qu'ils l'aient vécue eux-mêmes en montagne ou vue à la télévision.

«Nos vaches sont déjà fébriles la veille au soir, elles ont hâte d'aller à l'alpage», relate Roger Felder, paysan à Flühli (LU). De la mi-mai à la fin de l'automne, il séjourne sur l'alpe avec près de 150 vaches laitières, vaches mères et bœufs (dont une centaine appartient à d'autres éleveurs), entre autres animaux. Il effectue toujours l'inalpe et la désalpe à pied, accompagné de toute sa famille, d'amis et de connaissances. À la fin de la saison, le village organise une fête alpestre dans la vallée.

Ce type de tradition entourant la saison d'alpage pourrait bien être inscrit sur la liste du patrimoine culturel immatériel. En mars, l'Office fédéral de la culture a déposé une candidature à l'Unesco. «Ce serait une belle reconnaissance de notre travail», note Roger Felder. Son père et son grand-père montaient déjà à l'alpage, mais cette coutume remonte à bien plus loin. Depuis la fin du Moyen Âge, des familles de paysans emmènent leurs bœufs, moutons et chèvres vers des pâturages situés entre 600 et 2900 mètres d'altitude pour y profiter du fourrage supplémentaire.

«Pour nous, il est aussi important de faire connaître au grand public le rôle et l'importance de l'économie alpestre», rapporte Isabelle Raboud-Schüle. En tant que membre de la Commission suisse pour l'Unesco, elle a largement œuvré à cette candidature. Par une inscription au patrimoine culturel immatériel, la Suisse s'engagerait à préserver cette tradition. «Il n'est pas question, bien sûr, d'obliger les paysans à emmener leurs vaches sur l'alpe à pied plutôt qu'en camion, souligne-t-elle. Les traditions évoluent avec leur époque, on ne va pas non plus interdire aux paysans d'utiliser des téléphones mobiles.»

Fierté nationale

Au lieu d'ériger des règles, il s'agit donc plutôt de soutenir des traditions et des usages transmis de génération en génération, et qui donnent à une communauté un sentiment d'identité et de continuité. Le Carnaval de Bâle ou le savoir-faire en mécanique horlogère, par exemple, sont aussi sur la liste de l'Unesco. La saison d'alpage englobe également tout une palette de savoir-faire – production de fromage, fabrication de tavillons ou construction de

murs en pierres sèches – et de coutumes comme le ranz des vaches ou la bénédiction de l'alpe, c'est-à-dire l'appel à la prière le soir dans les montagnes.

«Il y a plus de 200 ans, Jean-Jacques Rousseau a fait des Alpes le symbole de l'unité de la Suisse», note Isabelle Raboud-Schüle. Dans aucun autre pays alpin voisin, que ce soit la France, l'Allemagne, l'Autriche ou l'Italie, l'alpage n'est aussi important pour l'identité nationale. «En Italie, l'alpage arrive bien après l'huile d'olive et les ruines de Rome», fait-elle remarquer.

Depuis la fin du Moyen Âge, des paysans emmènent leurs bœufs, moutons et chèvres vers des pâturages situés entre 600 et 2900 mètres d'altitude pour utiliser le fourrage supplémentaire.

Pour Moritz Schwery, membre du comité de la Société suisse d'économie alpestre, la démarche n'est pas qu'une affaire d'image: «Des études montrent que la saison d'alpage est bénéfique pour la santé des animaux. Le jeune bétail, en particulier, y devient plus résistant.» Il s'agit aussi de préserver les paysages ruraux et la biodiversité, qui profitent également au tourisme.

Des paysans de montagne sous pression

Moritz Schwery relève d'ailleurs que bon nombre de traditions connaissent une sorte de renaissance. De jeunes agriculteurs et bergers inalpent à nouveau à pied. La décision de l'Unesco est attendue d'ici la fin de 2023. Mais au fond, cette inscription sur la liste du patrimoine culturel immatériel de l'humanité est-elle bien nécessaire? Moritz Schwery a un avis pragmatique sur la question: «Cela pourrait également encourager l'administration à soutenir davantage l'agriculture.» Financièrement, bien sûr.

Le fait est que l'image romantique qu'on se fait de l'alpage ne colle pas toujours à la réalité. Le changement climatique assèche les sols, les randonneurs abandonnent leurs déchets, les vététistes ne respectent pas les itinéraires cyclables, le loup dévore le bétail: «On s'imagine souvent l'alpage avec un vacher qui surveille ses vaches sous un soleil éclatant. Mais la vie peut y être vraiment rude.»





17 000 alpagistes emmènent leurs animaux chaque année sur l'alpage. 436 000 vaches, bœufs et veaux et plus de 120 000 moutons, chèvres et cochons estivent tous les ans sur 6672 exploitations alpêtres.

Photo: Keystone



Au X^e siècle, les paysans montèrent plus haut dans les Alpes, défrichèrent des forêts et étendirent leurs surfaces agricoles jusqu'à 2500 mètres d'altitude. Ils façonnèrent ainsi durablement les paysages de montagne de la Suisse.

Photo: Keystone



Les 5033 km² de pâturages d'estivage dans les Alpes et le Jura correspondent à environ un tiers de la surface agricole de la Suisse.

Photo: Keystone



Chaque été, 5000 tonnes de fromage d'alpage sont produites dans les exploitations d'estivage. Une quantité minimale (4 %) en regard de l'ensemble de la production suisse de fromage, mais qui a une grande force symbolique. Photo: Keystone

Suisse – Liechtenstein: deux voisins toujours plus proches

Les relations bilatérales entre la Suisse et le Liechtenstein sont aujourd’hui déjà excellentes. Elles sont désormais renforcées par un accord supplémentaire sur la représentation des intérêts consulaires du Liechtenstein par la Suisse.

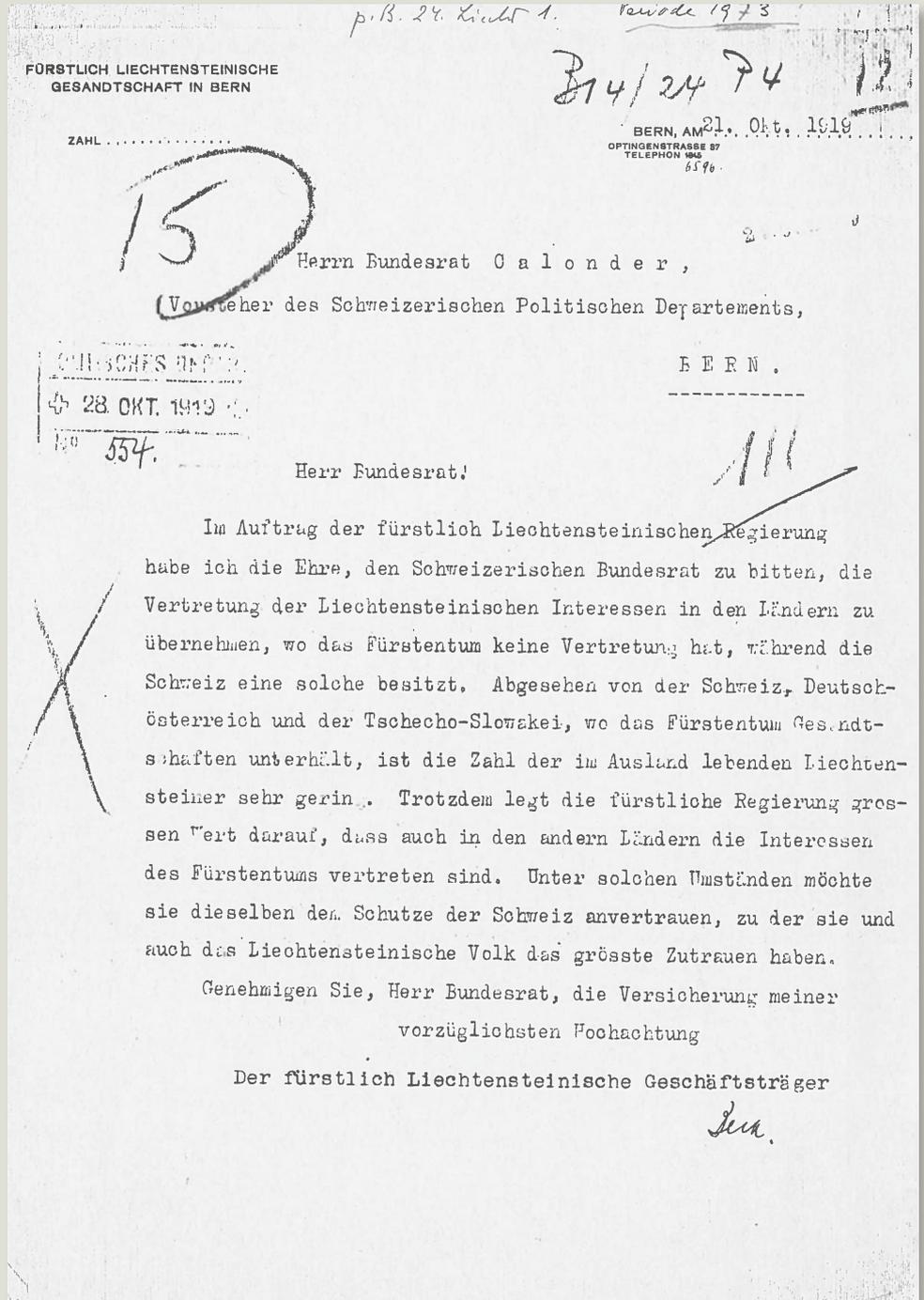
La Suisse et la Principauté de Liechtenstein ont de nombreuses choses en commun, notamment 41,3 kilomètres de frontière, un espace économique commun depuis 1924 et l’union douanière, ainsi que des valeurs identiques qui se manifestent actuellement dans plus d’une centaine de traités en vigueur et garantissent un excellent voisinage. Une autre preuve de cela sont les 3758 Suisses établis au Liechtenstein et les 1713 citoyens du Liechtenstein vivant en Suisse (situation en 2020).

Représentation du Liechtenstein par la Suisse

Depuis 2000, la Suisse nomme un ambassadeur pour le Liechtenstein, basé à Berne. Le Liechtenstein possède, outre sa légation à Berne inaugurée en 1919, des représentations diplomatiques à Berlin, Bruxelles, Genève, New York, Strasbourg, Washington et Vienne. Un traité datant de 1919 régleme la représentation du Liechtenstein par la Suisse dans des pays où la Principauté ne possède pas d’ambassade. En 2021, 913 citoyens du Liechtenstein étaient inscrits auprès de représentations suisses.

En s’appuyant sur ce traité, les représentations suisses traitent les demandes de passeport liechtensteinois, certifient et transmettent des actes d’état civil et soutiennent les citoyens du Liechtenstein dans plusieurs situations d’urgence. Par convention, ces prestations consulaires sont également fournies dans le cadre de la loi sur les Suisses de l’étranger.

Dans le domaine des visas aussi, la Suisse représente les intérêts du Liechtenstein. En s’appuyant sur un accord-cadre entré en vigueur le 19 décembre 2011, la Suisse octroie pour le compte du Liechtenstein des visas pour des séjours courts (visas Schengen, 2019: 1352 visas) et de longue durée (116 visas nationaux, au total 1468 visas). Le 1er mai 2022, un nouveau traité est entré en vi-



En 1919, la légation de la Principauté de Liechtenstein à Berne a prié pour la première fois le Conseil fédéral de représenter les intérêts du Liechtenstein là où la Principauté ne possède pas de représentation. La représentation des intérêts consulaires du Liechtenstein par la Suisse renforce les relations entre les deux pays.

gueur, qui régit la représentation consulaire du Liechtenstein par la Suisse également aux États-Unis, en Belgique, en Allemagne, en Tchéquie et, dans une moindre mesure, en Autriche, c'est-à-dire à des endroits où le Liechtenstein possède une représentation, mais pas de département dédié aux affaires consulaires. Désormais, les citoyens du Liechtenstein peuvent ainsi s'adresser à toute représentation suisse à l'étranger pour des prestations consulaires.

Le saviez-vous?

Avec ses 160 km², le Liechtenstein est le quatrième plus petit État d'Europe et le sixième plus petit du monde. Le Liechtenstein est une monarchie héréditaire constitutionnelle reposant sur des principes démocratiques et parlementaires. Le chef d'État est Son Altesse Sérénissime le prince Hans-Adam II de Liechtenstein, duc de Troppau et de Jägersdorf, comte de Rietberg. En 2004, il a transmis la direction des affaires courantes à son fils aîné, Son Altesse Sérénissime le prince héréditaire Alois de Liechtenstein. Quatre partis politiques sont représentés au Landtag du Liechtenstein. Le Liechtenstein est un pays sans accès à la mer, qui ne possède aucun port, aucun aéroport et aucune autoroute. Le Liechtenstein ne possède plus d'armée depuis 1868, mais tout homme capable de porter une arme est tenu de défendre le pays en cas d'urgence jusqu'à ses 60 ans. Sur les 39 055 habitants (2020) que compte le Liechtenstein, 13 467 n'en sont pas citoyens. Sur les 40 328 personnes employées au Liechtenstein (2020), plus de la moitié sont des frontaliers (22 511); environ 58 % d'entre eux vivent en Suisse. 40 % de la population est membre d'une association sportive, et le Liechtenstein a remporté à ce jour dix médailles olympiques en ski alpin. Cinq restaurants au guide Gault&Millau, l'émission de ses propres timbres-poste et les collections princières, vieilles de 400 ans et qui comptent 1700 toiles, ne sont que quelques exemples de la riche culture du pays. Sur le plan international, le Liechtenstein possède un très bon réseau: le pays est membre de l'ONU depuis le 18 septembre 1990 et de l'Espace économique européen depuis le 1er

Les relations consulaires entre la Suisse et le Liechtenstein

En s'appuyant sur trois accords, la Suisse représente les intérêts consulaires du Liechtenstein depuis 1919 déjà, et octroie également des visas pour le Liechtenstein: 913 citoyens du Liechtenstein inscrits, 57 demandes de passeport liechtensteinois, soutien dans des situations d'urgence, 1352 visas Schengen et 116 visas pour des séjours de longue durée au Liechtenstein (situation en 2019).

- 1919** Échange de notes entre la Suisse et le Liechtenstein sur la représentation du Liechtenstein dans les pays où le Liechtenstein ne possède pas d'ambassade
- 2011** Accord-cadre sur la collaboration concernant la procédure de visa, l'entrée et le séjour ainsi que sur la coopération policière dans la zone frontalière
- 2022** Échange de notes entre la Suisse et le Liechtenstein sur la représentation consulaire du Liechtenstein en Allemagne, aux États-Unis, en Belgique, en Tchéquie et, dans une moindre mesure, en Autriche

mai 1995, et son traité d'union douanière avec la Suisse est en vigueur depuis 99 ans. Le Liechtenstein est membre associé de l'espace Schengen et applique opérationnellement l'accord depuis 2011.

Une collaboration déjà bien rodée sera encore intensifiée et enrichie par le nouvel accord de 2022.

RAHEL SCHWEIZER, DFAE,
DIRECTION CONSULAIRE (DC)

Un pied en Suisse, l'autre au Liechtenstein: la frontière nationale sur le pont piétonnier entre Schaan (Liechtenstein) et Buchs (SG).

Photo dam.liechtenstein.li / ZVG



Travel Admin: l'application de voyage du DFAE

Travel Admin est l'application de voyage du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Elle vous aide à préparer un voyage à l'étranger et vous offre un soutien pendant votre voyage grâce à des fonctions précieuses, des informations et des check-lists personnalisables. Les incontournables Conseils aux voyageurs du DFAE, régulièrement mis à jour, sont accessibles d'une simple pression du doigt. Après l'inscription, il est possible de saisir des destinations et d'ajou-

ter les noms de plusieurs voyageurs et des personnes à joindre en cas d'urgence. Créez vous aussi un profil dans l'application et enregistrez votre voyage!



Travel Admin

L'application est disponible gratuitement en version iOS ou Android.

Des voyages sereins grâce aux Conseils du DFAE

Les Conseils aux voyageurs du DFAE donnent des informations relatives à la sécurité en matière de politique et de criminalité pour préparer et effectuer un voyage à l'étranger. Un abonnement gratuit par e-mail permet de rester informé en tout temps.

Helpline DFAE: votre guichet unique

La Helpline du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) fait office de guichet unique pour toute question ayant trait aux services consulaires. Elle vous fournit également de l'aide en cas d'urgence et ce, dans le monde entier, 365 jours par an et 24 h/24, par téléphone, par e-mail ou par Skype.

Conseils aux voyageurs

www.dfae.admin.ch/voyages
En Suisse +41 800 24 7 365
À l'étranger +41 58 465 33 33
www.twitter.com/travel_edadfae



HELPLINE DFAE

En Suisse +41 800 24 7 365
À l'étranger +41 58 465 33 33
helpline@eda.admin.ch / [skype: helpline-eda](https://www.skype.com)

Les services consulaires

partout, facilement accessibles depuis vos appareils mobiles



Guichet en ligne DFAE
Online-Schalter EDA
Sportello online DFAE
Online desk FDFA

www.dfae.admin.ch

Bogota (2022)



Votations fédérales

Le Conseil fédéral décide des objets au moins quatre mois à l'avance.

Toutes les informations sur les thèmes soumis à votation (brochure explicative, comités, recommandations du Parlement et du Conseil fédéral, etc.) sont disponibles sur www.admin.ch/votations ou sur l'application «VoteInfo» de la Chancellerie fédérale.

Le Conseil fédéral a décidé de soumettre les objets fédéraux suivants au vote du peuple le 25 septembre 2022 :

- Initiative populaire du 17 septembre 2019 «Non à l'élevage intensif en Suisse (initiative sur l'élevage intensif)» (FF 2022 700);
- Arrêté fédéral du 17 décembre 2021 sur le financement additionnel de l'AVS par le biais d'un relèvement de la TVA (FF 2021 2991);
- Modification du 17 décembre 2021 de la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants (LAVS) (AVS 21) (FF 2021 2995);
- Modification du 17 décembre 2021 de la loi fédérale sur l'impôt anticipé (LIA) (Renforcement du marché des capitaux de tiers) (FF 2021 3002).

Toutes les informations sur les thèmes soumis à votation (brochure explicative, comités, recommandations du Parlement et du Conseil fédéral, etc.) sont disponibles sur www.admin.ch/votations ou sur l'application «VoteInfo» de la Chancellerie fédérale.



Initiatives populaires

À la clôture de la rédaction, les initiatives populaires suivantes ont été lancées (délai de récolte des signatures entre parenthèses):

- Initiative populaire fédérale 'pour une nouvelle Constitution fédérale' (19.10.2023)
- Initiative populaire fédérale 'Pour une Suisse qui s'engage (initiative service citoyen)' (26.10.2023)
- Initiative populaire fédérale 'Pour une limitation des feux d'artifice' (03.11.2023)
- Initiative populaire fédérale 'Renforcer l'AVS grâce aux bénéficiaires de la Banque nationale (initiative sur la BNS)' (24.11.2024)
- Initiative populaire fédérale '200 francs, ça suffit!' (initiative SSR)' (01.12.2023)

La liste des initiatives populaires en suspens est disponible sur www.bk.admin.ch > Droits politiques > Initiatives populaires > Initiatives en suspens



Réfléchir ensemble aux défis de notre démocratie

Comment les grands sujets d'aujourd'hui mettent-ils le système démocratique de la Suisse au défi? La thématique centrale du Congrès des Suisses de l'étranger n'a sans doute jamais été aussi actuelle. Les participants au Congrès, qui se tiendra les 19 et 20 août 2022 à Lugano, ne manqueront pas de matière pour débattre.



Un cadre plaisant pour le Congrès: ambiance vespérale dans le «golfe de Lugano». Photo Milo Zanecchia

C'est tout à fait fortuitement que le Congrès des Suisses de l'étranger de cette année à Lugano apporte une preuve de la rapidité avec laquelle le monde change. La thématique du Congrès, «Quels défis pour notre démocratie?», a été fixée il y a plus de trois ans. Or, en 2020 et 2021, le Congrès a été annulé pour cause de pandémie. Et à présent que les Suisses de l'étranger du monde entier et les membres du Conseil des Suisses de l'étranger (CSE) peuvent effectivement se réunir à Lugano, cette thématique se présente sous un jour fort différent.

La question de savoir à quels défis fondamentaux une démocratie fait face aujourd'hui a pris une toute nouvelle dimension après l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Et auparavant, la pandémie de coronavirus avait déjà été un test de résistance très exigeant pour notre démocratie.

Des questions demeurent...

En même temps, les réflexions qui ont présidé au choix du thème du Congrès n'ont pas perdu leur importance: une démocratie doit pouvoir tenir bon dans le champ de tensions formé par la mondialisation, la migration, la protection des données, la numérisation et,

en même temps, l'exercice plus difficile des droits politiques. Transposé à la réalité quotidienne des Suisses de l'étranger, cela signifie, par exemple, que si un grand nombre d'entre eux ne peuvent pas, de facto, exercer les droits démocratiques qui leur reviennent – le droit de vote et d'élection –, des réformes sont nécessaires. À cet égard, la pression n'a pas diminué, mais s'est accrue, d'autant plus que de nouvelles élections auront lieu en 2023 au Parlement.

... et de nouvelles s'y ajoutent

Comment garantir les principes démocratiques de la Suisse, uniques au monde, dans le contexte du renforcement de l'autocratie? Telle est la question que s'est posée en 2019 l'Organisation des Suisses de l'étranger (OSE) en vue du Congrès. Elle se pose aux politiciens et aux experts ainsi qu'aux participants du Congrès avec une urgence nouvelle, et la liste des questions concernant l'avenir, y compris dans une perspective suisse, n'a cessé de s'allonger récemment: le système démocratique de la Suisse et sa neutralité nous protègent-ils des menaces? À quel point la Suisse est-elle sûre et le restera-t-elle pour les Suisses de l'intérieur et de

l'étranger? Et quel est le rôle de la Suisse dans cet atroce conflit? Enfin: comment la situation mondiale actuelle transforme-t-elle la neutralité suisse?

Ces questions exigent des réponses. Et les réponses nécessitent des échanges, de l'attention mutuelle et du dialogue. Le 98^e Congrès des Suisses de l'étranger à Lugano est axé sur le dialogue. Des personnalités du monde de la politique, de l'économie et de la science se pencheront sur certaines des questions les plus urgentes ayant trait à la démocratie suisse. La table ronde réunissant des représentants des grands partis politiques suisses, par exemple, livrera des réflexions et des ébauches de solutions. Et le président de la Confédération, Ignazio Cassis, parlera aux Suisses de l'étranger du monde entier depuis Lugano et tentera lui aussi de jeter un regard vers l'avenir.

Retransmission du Congrès en direct

Le vendredi 19 août siégera le CSE, qui constitue en quelque sorte le Parlement de la «Cinquième Suisse». Le samedi 20 août, l'assemblée plénière et des workshops auront lieu. Le Congrès sera ouvert et clôturé par Filippo Lombardi, président de l'OSE. Il sera également possible d'assister au Congrès des Suisses de l'étranger 2022 à distance et en direct sur www.swisscommunity.org.

(AB/MUL)

[revue.link/lugano2022](https://www.swisscommunity.org/revue.link/lugano2022)
[revue.link/lugano2022stream](https://www.swisscommunity.org/revue.link/lugano2022stream)



**Swiss
Community**

Organisation des Suisses de l'étranger,
SwissCommunity
Alpenstrasse 26, 3006 Berne, Suisse
+41 31 356 61 00
info@swisscommunity.org
www.SwissCommunity.org

«Je veux rendre un peu de ce que j'ai reçu»

La créatrice de mode Lucrezia Biondi vit en Allemagne. Pendant son adolescence, elle participait tous les étés à un camp du Service des jeunes de l'Organisation des Suisses de l'étranger. Aujourd'hui, elle y devient monitrice et entend bien intégrer plus tard des éléments de sa formation de monitrice de camp à son métier.

MIREILLE GUGGENBÜHLER

Lucrezia Biondi est créatrice de mode et possède sa propre marque de vêtements. Elle enseigne aussi la danse, effectue une formation de professeure de yoga, et a suivi cette année la formation de monitrice J+S. J+S est l'abréviation de «Jeunesse + Sport», le programme d'encouragement du sport de la Confédération. Elle mettra prochainement sur pied un projet de danse dans le sud de la France et, quelques semaines plus tard, encadrera le camp du Service des jeunes de l'Organisation des Suisses de l'étranger (OSE) dans la vallée de Fiesch (VS). En bref, la jeune femme de 26 ans est visiblement bien occupée et a de l'énergie à revendre. «J'adore tout simplement faire plein de choses différentes», raconte Lucrezia Biondi en riant.

Suisse de l'étranger, Lucrezia Biondi vit en Allemagne. Sa mère a grandi à Genève, et son père possède les nationalités suisse

et allemande. Pendant son enfance et son adolescence, Lucrezia Biondi a participé chaque année à un camp de l'OSE. «Pour moi, c'était toujours le moment fort de l'année, dit-elle. J'étais très excitée à l'idée de rencontrer des enfants et des adolescents du monde entier, qui avaient une chose en commun: leur citoyenneté suisse.»

L'attrait du jeu

Sa dernière participation à un camp remonte à dix ans. «Comme j'adorais ces camps, j'ai décidé d'y participer aujourd'hui en tant que monitrice. Je veux faire partie de cette atmosphère particulière et rendre un peu de ce que j'ai reçu.»

Lucrezia Biondi a effectué sa formation de monitrice J+S dans la catégorie Sport de camp et trekking en Suisse. «La formation elle-même est structurée comme un camp. J'ai trouvé cela super. J'ai immédiatement

retrouvé toute cette ambiance particulière des camps lors de la formation.» Ce qui a particulièrement plu à la jeune femme, ce sont les «approches ludiques» dans l'exercice du sport de camp. «Jusqu'ici, je n'avais exercé que des types de sports qui ne mettaient pas l'accent sur le jeu et le travail d'équipe. Et dans la mode, le yoga et la danse non plus, ces éléments ludiques ne sont pas aussi présents que dans le sport de camp.» Cette formation lui a permis de changer de point de vue: «J'ai remarqué que le jeu peut également être tout à fait passionnant. Je m'imagine très bien intégrer de tels éléments à ma vie professionnelle.»

Une visite à sa famille grâce au camp

La formation J+S en Suisse a également fait émerger autre chose encore chez Lucrezia Biondi: «Je me suis rendu compte que ça faisait longtemps que je n'avais pas vu les

Lucrezia Biondi pose ici non en monitrice J+S, mais en tant que créatrice de mode.

Photo DR



En Suisse pour la formation

Les jeunes Suissesses et Suisses de l'étranger reçoivent auprès d'educationsuisse des conseils spécifiques sur la thématique de la formation.

membres de ma famille vivant en Suisse.» Elle a donc décidé d'aller les voir après sa formation. Lucrezia Biondi n'a cependant pas seulement rendu visite à ses parents, elle a aussi effectué un détour par la maison où le camp aura lieu, dans la vallée de Fiesch. L'équipe s'y est en effet consacrée aux préparatifs pendant tout un week-end. L'excitation en vue du camp était palpable. La jeune femme est toutefois heureuse de ne pas devoir porter toute la responsabilité du camp sur ses épaules pour l'instant. Deviendra-t-elle un jour cheffe de camp? Elle ne le sait pas encore: «Pour l'instant, je suis monitrice, et je rassemble des expériences.»

«Comme j'adorais ces camps, j'ai décidé d'y participer aujourd'hui en tant que monitrice.»

Lucrezia Biondi a encore pas mal de choses à faire avant le début du camp. En ce moment, elle travaille sur la partie du programme dont elle est responsable. Elle espère que l'ambiance du camp sera bonne, tout comme la dynamique de groupe, et se réjouit d'aller en Suisse: «C'est aussi mon pays, même si je n'y ai jamais vécu.»

Chaque année, les collaboratrices d'educationsuisse reçoivent de nombreuses demandes émanant de Suissesses et Suisses de l'étranger ou de leurs parents et amis en Suisse. La plupart des questions concernent les possibilités de bourses et les études universitaires. Mais educationsuisse reçoit aussi des questions très variées sur la formation professionnelle, la recherche d'une place d'apprentissage, le logement, les assurances ou les connaissances linguistiques requises. Ce qui apparaît souvent : en raison du coût de la vie plutôt élevé en Suisse, le financement d'une formation peut poser un problème, mais on trouve toujours une solution.

Le service spécialisé d'educationsuisse offre gratuitement des conseils et un soutien dans la recherche de solutions de formation appropriées :

- Information sur les différentes formations comme des études universitaires ou une formation professionnelle
- Information sur les questions spécifiques sur les conditions d'admission, connaissances linguistiques requises, délais

d'inscription, logement, assurances etc.

- Conseils personnalisés sur place à Berne ou online autour du thème de la formation
- Conseils pour le choix de la profession ou des études en collaboration avec un Office pour l'orientation professionnelle et universitaire (entretien payant)
- Assistance pour la demande d'une bourse d'études cantonale et suivi du dossier
- Aide financière d'educationsuisse et d'autres fondations privées

Les collaboratrices d'educationsuisse parlent français, allemand, italien, espagnol et anglais. Elles seront ravies de vous aider et de répondre à vos questions sur la thématique « La formation en Suisse » par e-mail, au téléphone, sur place à Berne ou par Skype.



educationsuisse
Alpenstrasse 26
3006 Berne, Suisse
info@educationsuisse.ch
www.educationsuisse.ch
+41 31 356 61 04



Des dossiers d'information sur la formation en Suisse sont disponibles dans de nombreuses langues. Photo Anja Lötscher



Organisation des Suisses de l'étranger,
SwissCommunity, Service des jeunes,
Alpenstrasse 26, 3006 Berne, Suisse
youth@swisscommunity.org
www.SwissCommunity.org
+41 31 356 61 24



Je voudrais renouveler mon ancien permis de conduire suisse. Comment procéder?

Question: Je vis à l'étranger (hors de l'espace UE/AELE) depuis de nombreuses années et je viens d'apprendre que le permis de conduire suisse sur papier bleu ne sera plus valable après le 31 janvier 2024, et qu'il doit être remplacé par un permis au format de carte de crédit. Ni le consulat suisse, ni l'office de la circulation routière auxquels je me suis adressé en Suisse n'ont pu m'aider. Les Suisses de l'étranger doivent bien avoir une possibilité de ne pas perdre leur ancien permis de conduire suisse! Que dois-je faire?



En Suisse, le permis de conduire n'existe plus qu'au format de carte de crédit. Photo Keystone

Réponse: Il est vrai que les anciens permis de conduire sur papier bleu ne seront plus valables à compter de février 2024. Et, à l'heure actuelle, vous ne pouvez plus échanger votre ancien permis.

En effet, à partir du moment où vous êtes domicilié à l'étranger, les autorités suisses ne peuvent plus vous délivrer ni nouveau permis de conduire au format de carte de crédit, ni permis de conduire international. Si vous vivez à l'étranger, ce sont les autorités de votre pays de résidence, et non plus les autorités suisses, qui sont responsables de tout ce qui a trait au permis de conduire. Il s'agit là d'une conséquence du principe de la territorialité, qui dit que vous êtes soumis au système juridique de votre pays de résidence. Cela vaut aussi dans le domaine de la circulation routière, qui est également soumis au droit du pays de résidence. L'office cantonal de la circulation routière qui vous a délivré votre permis de conduire

ne peut que vous confirmer que vous êtes titulaire d'un permis de conduire suisse. Ce document prouve que vous avez obtenu le permis de conduire selon le droit suisse. Vous devrez ensuite demander aux autorités compétentes de votre pays de domicile à quelles conditions un permis de conduire peut vous être délivré (certification des indications dans la confirmation, examen du permis de conduire, etc.).

Si vous deviez revenir vous installer en Suisse plus tard, vous devriez prendre contact avec l'office cantonal de la circulation routière pour recevoir un permis de conduire suisse au format de carte de crédit. Vous trouverez les adresses des offices cantonaux de la circulation routière sur: strassenverkehrsamt.ch/fr/

Ursula Schindler, Service juridique de l'OSE,
info@swisscommunity.org

La « Revue » a fait peau neuve, mais n'est pas sans soucis

La nouvelle mise en page de la « Revue Suisse », lancée avec la parution du dernier numéro, est également une profession de foi en faveur de l'édition imprimée. L'Organisation des Suisses de l'étranger, chargée de l'édition, honore ainsi le soutien important et durable que la version papier de la « Revue » reçoit de son lectorat. Pour de très nombreux Suisses de l'étranger, celle-ci constitue un lien apprécié et concret avec la Suisse. Actuellement, près de 325 000 personnes lisent la « Revue Suisse » sur papier.

Toutefois, le quotidien de la « Revue » n'est pas sans soucis. En 2021, nous avons souffert de la pénurie de papier régnant en Europe, qui a fait grimper les prix. Et cette année, le prix du papier atteint des sommets encore plus exorbitants, cette fois en raison de la guerre en Ukraine, qui modifie de fond en comble la structure des flux et des prix des matières premières.

C'est pourquoi nous nous permettons d'attirer une fois encore votre attention sur le fait que les lecteurs de l'édition imprimée de la « Revue Suisse » ont la possibilité de la soutenir au moyen d'un abonnement facultatif. Le soutien ainsi exprimé renforce notre capacité à proposer sur le long terme la qualité habituelle. Les coordonnées bancaires pour le virement des cotisations d'abonnement à titre volontaire sont les suivantes (veuillez noter que les chèques ne peuvent pas être encaissés):

IBAN: CH97 0079 0016 1294 4609 8
Banque: Banque cantonale bernoise
Bundesplatz 8, CH-3011 Berne
BIC/SWIFT: KBBECH22

Bénéficiaire:
BCBE Berne, compte n° 16.129.446.0.98
Organisation des Suisses de l'étranger
À l'attention de Monsieur A. Kiskery
Alpenstrasse 26, CH-3006 Berne
Référence: Support Swiss Review
Paiements par PayPal: revue@aso.ch

Débat

Nous reflétons un peu du quotidien suisse dans chaque numéro de la «Revue Suisse». Pour la rédaction, c'est toujours une surprise: quel est l'article qui fera réagir le plus vivement les lectrices et les lecteurs? Dans le dernier numéro, c'est le reportage consacré à la forêt suisse. C'est en le lisant que bon nombre de lectrices et de lecteurs ont pris conscience du fait que notre pays avait interdit le défrichage en 1876 déjà et que depuis, la surface du territoire occupée par la forêt n'avait pas diminué. Un bel exemple de protection radicale de la nature, datant d'il y a presque 150 ans.



La forêt, ma meilleure amie

RICHARD JAKOB-HOFF, NOUVELLE-ZÉLANDE

Merci pour votre article sur la forêt. Mon amour et ma connexion spirituelle avec la forêt ont débuté dans ma tendre enfance, en Suisse, dans les bois de la région de Wengen, où je suis né, et plus tard à Viège. La forêt est pour moi un lieu de réconfort, peu importe où je me trouve sur la planète. Je suis donc d'autant plus alarmé et consterné par le manque de respect dont fait preuve mon espèce à l'égard de cette gardienne de la santé mondiale et du bien-être de la population humaine. Je n'avais pas conscience du fait que la Suisse avait interdit la déforestation il y a déjà plus d'un siècle. C'est un exemple qui mériterait d'être porté à la connaissance de tous.

LOTTI MOHAR, AURORA, CANADA

La lecture de votre article sur la forêt m'a fait chaud au cœur. Après 30 ans, de beaux souvenirs se sont réveillés. Enfant, j'ai passé de nombreuses heures dans la forêt du Dählhölzli avec mon père. Nous descendions jusqu'au bord de l'Aar, où nous allions rendre visite aux animaux du zoo. Je n'oublierai jamais ces merveilleux moments.

MARIA CHAND, PARKSVILLE, CANADA

Une loi de 1876 qui protège aujourd'hui la forêt: quel cadeau pour la planète et pour toutes les espèces qu'elle abrite!

ELENA LACROIX JAEGGY, FRANCE/SUISSE

Il y a un immense travail d'information, d'éducation, voire d'interdictions à développer pour mettre un terme à ce fléau qui sont devenues les motos sur tout le territoire suisse et la présence intempestive et abusive des VTT sur les sentiers forestiers. Un désastre écologique, un danger permanent pour toute la faune et la biodiversité en général; un bruit assourdissant constant, même dans les cols et vallées spectaculaires de l'Engadine. Il y a urgence absolue à mettre un terme à cette dévastation organisée au nom... de quoi au juste ?

Interdiction des symboles du national-socialisme en Suisse

RALF WEYENETH, BASSE-SAXE, ALLEMAGNE

Je ne comprends pas pourquoi, aujourd'hui encore, il reste des «incorrigibles» qui n'ont tiré aucune leçon du passé. Les symboles et les gestes du nazisme devraient réellement être punis. Le manque d'action en la matière conduit à des dérives, comme on peut le voir non seulement aux USA, mais malheureusement aussi de plus en plus souvent en Europe.

SERGIO PAINI, AUSTRALIE

Combien de temps devrons-nous encore «informer» les gens sur les atrocités infligées à la population juive pendant la Deuxième Guerre mondiale? Il n'y a tout simplement plus de place pour l'antisémitisme dans la société.

Culture de l'accueil aux réfugiées et réfugiés ukrainiens

ARYE-ISAAC OPHIR, ISRAËL

Il y a de bonnes raisons d'accueillir les réfugiées et réfugiés ukrainiens. Nous sommes d'une part tenus de faire preuve d'humanité. D'autre part, c'est peut-être aussi l'occasion de mettre ces personnes en contact avec les normes de la civilisation occidentale, dans l'espoir d'influencer positivement l'Ukraine du futur.

La «Revue Suisse» a fait peau neuve

KATRIN BONNOFSKY, SEATTLE, ÉTATS-UNIS

La nouvelle ligne graphique de votre revue est fantastique. Le contenu est mieux organisé. Tout est clair et simple. Merci. Je vous souhaite beaucoup de succès.

Dans notre publication en ligne, sur www.revue.ch, vous pouvez commenter directement les articles parus dans la «Revue Suisse» et y lire les commentaires les plus récents.

Vous pouvez en outre participer aux discussions en cours ou en lancer de nouvelles sur la plateforme de la communauté de l'Organisation des Suisses de l'étranger (OSE).

Trois discussions portant sur les défis auxquels fait face la démocratie sont en cours sur la plateforme, faisant écho au thème du congrès des Suisses de l'étranger de cette année à Lugano. Dans l'une, on s'interroge sur la manière de lutter contre les «fake news». Voici l'un des commentaires à ce sujet:

HANS ULRICH LUTZ, CORÉE DU SUD

Nous sommes fiers d'être citoyennes et citoyens d'un pays avec une démocratie directe, qui nous considère comme étant suffisamment responsables pour décider de questions importantes. Si désormais ces citoyennes et citoyens n'en sont pas (ou plus) capables, la prochaine étape sera-t-elle de limiter leurs droits et leurs obligations démocratiques? Je suis d'avis que nous devrions investir beaucoup plus pour inciter nos enfants à penser et agir de manière autonome. J'ai confiance dans la capacité de mes concitoyennes et concitoyens à se forger leur propre opinion.

Participer à la discussion: revue.link/fake

Lien vers la plateforme de discussion de Swisscommunity:
members.swisscommunity.org/forum



Nous avons besoin de jours comme celui-ci.



Suisse.



Funiculaire Lugano. © Suisse Tourisme / Aulo Zanecchia

Nous avons besoin de Suisse.

Découvrir les villes suisses: [MySwitzerland.com/villes](https://www.myswitzerland.com/villes)
Partage tes plus belles expériences avec [#IneedSwitzerland](https://twitter.com/IneedSwitzerland)

